

Toi aussi, bloque ta fac !

Sur le mouvement étudiant du printemps 2006 à Nancy



[Texte écrit par un groupe de militantEs CNT, SUD, Rezo-antiK et d'individus non-encartéEs, étudiantEs, précaires, et enseignantEs—chercheurEs dans les universités de Nancy]

10 juillet 2006

Table des matières

Introduction.....	3
1. Le contexte de la lutte.....	4
2. Une mobilisation massive, mais... ..	6
3. Cinq semaines sous l'autorité des grévistes.....	7
4. Les Assemblées Générales	10
5. La Coordination locale	12
6. Les commissions	14
7. L'organisation des actions.....	16
8. Une minorité très engagée et une majorité peu impliquée.....	18
9. La coordination nationale.....	21
10. Des personnels en rupture	22
11. Le positionnement et l'intervention des organisations.....	25
12. Violences et répression.....	27
Conclusion.....	35
ANNEXES	37
La répression de l'action à la gare (18 mars)	37
Trois tracts	40
Chronologie du mouvement anti-CPE/CNE/loi dite d'égalité des chances à Nancy	43
Glossaire.....	49
Liens web et pistes de lecture	51

Introduction

Le mouvement anti-CPE (pour le dire vite)¹ aura marqué le printemps 2006, tant par son ampleur que par sa durée. Après le mouvement lycéen contre Fillon au printemps 2005 puis les émeutes de la jeunesse des banlieues à l'automne de la même année, on aura donc vécu en moins d'un an trois mobilisations massives de différents secteurs de la jeunesse. C'est le signe d'une société qui va mal, mais aussi du fait qu'il y a de l'espoir.

Le mouvement étudiant a connu quelques grandes dates. Les plus notables sont sans conteste celles des mardis 28 mars et 4 avril où, à une semaine d'intervalle, les salariéEs sont venuEs apporter un soutien massif à la lutte étudiante avec trois millions de manifestantEs dans tout le pays. Voilà ce qui fait du mouvement du printemps 2006 le plus ample depuis Mai 68. Avec des Assemblées Générales (AG) parfois gigantesques, il semble avoir été le signal d'un renouveau des mobilisations que de nombreuxSES militantEs attendaient de longue date.

Mais ce mouvement est par ailleurs resté rythmé par les rendez-vous des grandes centrales syndicales. L'intersyndicale a dicté les dates des mobilisations, de même qu'elle a volontairement rétréci le cadre revendicatif. Quand les étudiantEs se battaient explicitement contre le Contrat Première Embauche (CPE), contre le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) et pour l'abrogation de la Loi dite d'Égalité des chances (LDEC), l'intersyndicale a sciemment concentré le tir sur le seul CPE. Ce qui, en bout de course, a offert une porte de sortie au gouvernement de Villepin.

Dans le texte qui suit nous voulons revenir sur le mouvement anti-CPE à partir de l'expérience locale que nous avons, les unEs et les autres, vécue à Nancy. Non pas que la lutte y ait été exemplaire : elle a été un cas parmi une multitude d'autres dans cette mobilisation. À bien des égards la mobilisation nancéenne a même été beaucoup moins spectaculaire que celles qu'ont connues d'autres villes, comme par exemple Poitiers.

Si nous écrivons cette contribution à un bilan de la lutte anti-CPE, c'est parce qu'il nous a semblé que des éléments dans ce mouvement méritaient d'être re-

¹ C'est par « fainéantise » que nous n'écrivons pas : « anti-CPE/CNE/Loi dite d'« égalité des chances », etc. ». Et on continuera à être fainéants par la suite...

tenus et analysés pour évaluer la situation sociale et politique qui en est issue, et que certains de ces éléments se sont manifestés à Nancy comme ailleurs.

C'est avant tout dans une perspective militante que notre récit s'inscrit : le mouvement de mars-avril 2006 est-il le signe annonciateur de prochaines mobilisations sociales et de nouvelles formes de lutte ? La génération qui a vécu ce mouvement sera-t-elle actrice des combats sociaux du futur proche ? Si c'est le cas, nous espérons que ses enseignements pourront être utiles pour l'avenir.

1. Le contexte de la lutte

Certaines caractéristiques du mouvement du printemps 2006 sont liées au contexte national (massification de l'enseignement supérieur, recul de l'implantation syndicale et politique dans les universités), tandis que d'autres sont plus spécifiquement liées à la situation locale. Nancy est une ville universitaire, les étudiantEs composant 40 % d'une population de 100.000 habitantEs (le double en incluant l'agglomération). On y trouve toutes les facs possibles, regroupées en trois universités : l'Université Henri Poincaré (UHP) qui regroupe notamment la fac de Sciences, STAPS, Pharma, Médecine ; l'Université Nancy 2 qui rassemble la fac de Lettres, droit-Sciences éco, deux IUT dont un à Nancy ; l'Institut National Polytechnique de Lorraine (INPL) qui recouvre grosso modo les écoles d'ingénieurEs.

Le récit et l'analyse qui suivent s'appuient sur les sites que nous connaissons et qui sont parmi les principaux sites en termes de mobilisation : la fac de Sciences (UHP), et la fac de Lettres (Nancy 2)².

La génération qui conduit le mouvement du printemps 2006 est une génération qui fait des études supérieures sans aucune certitude de débouchés. La massification de l'université, cela a été l'accès aux études supérieures pour de nombreuxSES jeunes issuEs de milieux populaires, obligéEs de travailler pour suivre des études, sans moyens corrélés du côté enseignant. L'effet de tout cela, c'est, outre une sélection déguisée mais redoutablement efficace (cf. le taux d'échec en première année), un milieu qui ne fait plus d'études comme on en

² D'autres secteurs très mobilisés et visibles dans la lutte à Nancy sont l'école d'architecture, l'IRTS (futurs travailleurs sociaux) et les STAPS (fac de sport). Ces derniers étant par ailleurs mobilisés sur des revendications spécifiques liées au manque de débouchés à l'issue de leur formation.

faisait encore il y a quinze ans pour apprendre des choses et prendre du temps et s'émanciper, mais des jeunes qui viennent à la fac dans le but d'avoir un diplôme. Ces jeunes investissent dans leurs études, parfois en travaillant « à côté », pour capitaliser leur diplôme.

Dans l'ensemble, comparé aux années 1970-90 le monde étudiant est un milieu dépolitisé. On y trouve très peu de militantEs : quelques dizaines d'UNEF, PRS et CNT, une poignée de LCR/LO sur la fac de Lettres, lieu traditionnellement le plus politique. A comparer avec les chiffres du milieu des années 1970 : 500 encartéEs à l'UEC et près de 1000 à l'UNEF à Nancy ! Une fraction très minoritaire des acteurTRICEs de 2006 a participé au mouvement de mai-juin 2003 ou aux mobilisations altermondialistes ; cela s'exprime au travers d'interventions à la tribune des Assemblées Générales, mais comme on le verra, on est loin d'une implantation en profondeur des idées altermondialistes ou même antilibérales. D'autres étaient lycéenNEs il y a un an, et ont à ce titre participé au mouvement du printemps 2005.



2. Une mobilisation massive, mais...

Ce qui est marquant en premier lieu dans ce mouvement, c'est son caractère massif. La taille des AG est inédite, avec à chaque fois plus de mille participantEs – sans parler de Poitiers ou de Rennes dont les AG ont rassemblé jusqu'à quatre ou cinq mille étudiantEs. Ce caractère massif est d'autant plus marquant qu'il ne s'est pas démenti sur la durée : un mois à Nancy, et jusqu'à deux mois pour les premières villes mobilisées.

Parallèlement ce mouvement n'est accompagné d'aucune radicalisation des mots d'ordre. Là encore, le fait est surprenant quand on le rapporte à la durée du mouvement. Le niveau revendicatif n'aura en fait jamais dépassé celui de la plate-forme initiale : pour le retrait du CPE, du CNE, et de la loi dite « d'égalité des chances ».

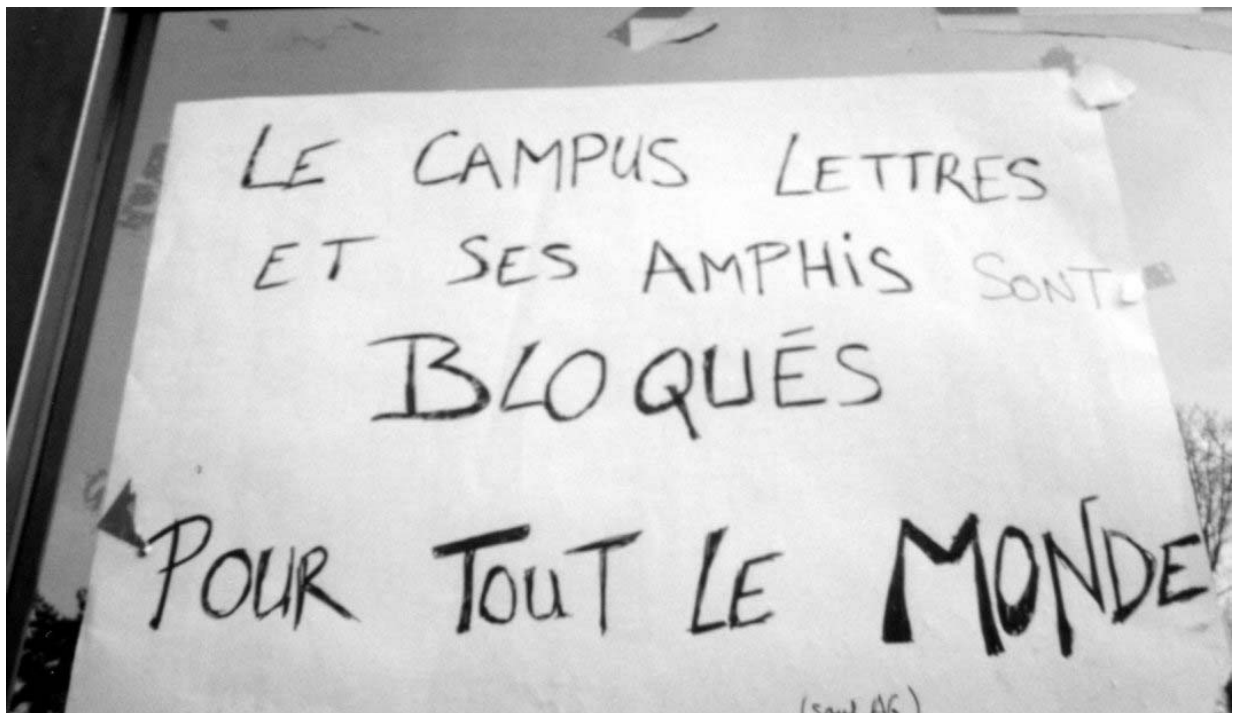
Quand des militantEs interviennent dans les AG pour faire le lien avec des problèmes plus généraux (la précarité, le droit du travail, les attaques libérales du gouvernement et du Medef, le libéralisme en général, les institutions de la 5^e république, le capitalisme...) les interventions sont écoutées mais cela n'alimente pas le mouvement. Quand d'autres militantEs (notamment CNT) parlent de se saisir du moment de mobilisation pour débattre de tout (éducation, décroissance...), cela n'est pas suivi. Les slogans pour la démission du gouvernement (LCR) ou pour la 6^e république (PRS) ne sont pas non plus repris.

C'est sur le CPE que le mouvement a démarré, et le CPE reste le point central du mouvement. C'est certainement le fait de l'intersyndicale relayée par les médias, mais pas seulement. C'est aussi la nature du CPE qui peut expliquer le caractère massif du mouvement. Le CPE, même s'il n'est pas arrivé isolé (il y a eu le CNE... et tout le reste) est le contrat qui garantit pour tous les jeunes une très grande précarité uniquement du fait de leur jeunesse. C'est un contrat qui est vécu comme injuste, ce qui rend légitime de s'y opposer.

Quant aux opposantEs à ce mouvement, ce sont essentiellement des militantEs de droite (UNI), et ils cessent très vite d'argumenter en faveur du CPE. Toute leur activité se centre contre le blocage des campus, activité autour de laquelle ils-elles réussissent à agglutiner quelques dizaines d'étudiantEs réellement apolitiques et apeuréEs à l'idée de perdre tant d'heures de cours. Parmi le

noyau des anti-blocage, nombreux SES sont ceux-celles qui votent la grève. Un vote en partie tactique, en partie sincère.

Le mode d'action du mouvement étudiant de 2006, très marquant, c'est donc le blocage des campus. Spécifique à cette lutte au niveau national, il assure une massivité et une visibilité du mouvement tout en donnant une « sécurité » aux étudiantEs vis-à-vis de leur année universitaire (l'assurance d'une gestion centralisée et égale pour touTEs puisque plus personne ne peut aller en cours, et l'absence de sanctions à l'encontre des étudiantEs boursierEs sur lesquelles pèse plus fortement que sur les autres l'obligation de présence aux Travaux Dirigés). C'est un mode d'action qui n'est pas évident – notamment parce qu'il passe pour anti-démocratique –, qui renvoie à un enjeu de légitimité, mais qui apparaît tout de suite comme évident et nécessaire aux yeux des étudiantEs mobiliséEs.



3. Cinq semaines sous l'autorité des grévistes

Le pouvoir gréviste : c'est ce qui caractérise la vie de la fac de Lettres pendant cinq semaines, du 8 mars au 11 avril. Le campus est littéralement passé sous le contrôle de la Coordination étudiante. C'est une conséquence importante du

mode d'action (le blocage) qui donne sa force au mouvement. On en voit l'implication sur l'organisation du blocage, comme sur la prise en compte d'autres aspects, par exemple la commission examens.

Le blocage de la fac de Lettres est sélectif, « intelligent » dira même l'administration, laissant libre accès à la Bibliothèque Universitaire, aux personnels pour accéder à leurs bureaux, aux séminaires de recherche, aux cours de préparation aux concours, et chaque soir aux salles informatiques pour les étudiantEs hébergéEs en Cité Universitaire. Ce qui est important, ce n'est pas que le blocage soit filtrant ou total, c'est qu'il soit le fruit d'une proposition de la Coordination votée par l'AG. Le fait qu'il puisse être maintenu continûment pendant un à deux mois sur des dizaines d'universités du pays est bien l'indicateur de la combativité des étudiantEs contre le gouvernement.

Sur le terrain de la gestion pédagogique aussi, la Coordination locale à Nancy 2 prend donc une initiative, vers la fin du mouvement, en invitant les responsables de diplômes et de l'administration à écouter ses propositions : c'est la « commission examens ». Fait notable, cette réunion voit la participation de nombreux responsables de diplômes et directeurs d'études, alors même qu'elle est clairement initiée par les étudiantEs en lutte. La fin du mouvement et la « reprise en main » des choses par l'administration feront que cette initiative n'a pas beaucoup de suites, mais finalement beaucoup des propositions de la commission examens seront de fait mises en œuvre par les équipes pédagogiques.

L'Assemblée Générale : quelles qu'en soient les limites, sur lesquelles nous reviendrons, elle est *le lieu* de décision qui assied la légitimité du mouvement. Cela est rendu possible par son caractère très massif. Même si dans son fonctionnement elle peut passer pour une chambre d'enregistrement des propositions de la Coordination locale, le fait est que son autorité règne sur le campus tout au long du mouvement. L'AG est le lieu où il faut être, dont il faut avoir l'écho, pour connaître la suite de la mobilisation. Elle rythme la vie de la fac de Lettres tout au long du mouvement.

L'autorité de l'AG est reconnue de fait par les anti-blocage qui l'ont investie en y faisant venir du monde – et en en pourrissant un peu les débats. C'est un gros changement par rapport aux précédents mouvements étudiants où les militantEs de droite se faisaient sortir sans ménagement. Ici, ils-elles sont acceptés et ils-elles jouent plus ou moins le jeu, certainement parce qu'ils-elles

sont écrasés par une majorité d'étudiantEs favorables au mouvement³. L'AG est une arène démocratique, avec de grosses limites mais où cependant chacunE expose ses arguments et tente d'emporter le morceau. L'implication des anti-blocage dans les AG est allée très loin quand ils-elles ont été associésEs au comptage des voix (les compteurEs sont installés en doublons, unE pro-blocage et unE anti).

L'AG ne pouvait être que le cauchemar de l'administration : elle constitue de fait un pouvoir concurrent. Élément conjoncturel, le mouvement à Nancy 2 bénéficie d'une période de transition au niveau de l'administration (prise de fonction du président nouvellement élu au début du mouvement dans une fac entièrement bloquée, élection des conseils suspendue suite à diverses interventions contre les bureaux de votes). La présidence n'a pas d'attitude très offensive à l'encontre du mouvement ; par rapport aux flics elle a même une attitude très correcte, s'assurant de leur non-intrusion sur le campus quand des échauffourées menacent aux portes de la fac. La situation est différente à l'UHP où l'administration souffle le chaud et le froid tout au long de la grève (le Conseil d'Administration votant une motion de soutien à un moment, le doyen de la fac de Sciences intervenant directement contre le blocage à un autre...).

Le président de Nancy 2 décide cependant de l'organisation d'un référendum sur le déblocage le 10 avril. C'est tactiquement un peu tard puisqu'à quelques jours seulement de la levée du blocage par l'AG. Le référendum est clairement une initiative de reprise en main par l'administration visant à casser le mouvement à un moment où celui-ci est sur le point d'emporter le retrait du CPE... mais ne l'a pas encore obtenu. Cette initiative, en soi sans intérêt d'autant qu'il faudra très peu de monde pour en empêcher la tenue, résume l'enjeu central du mouvement pendant cinq semaines : qui exerce le pouvoir, l'administration, ou les grévistes ?

³ A la fac de droit où les étudiantEs de droite étaient majoritaires, les choses se sont passées différemment : chahut organisé par l'UNI au cours d'une tentative d'AG début mars, incidents avec insultes racistes et sexistes à l'encontre de militantEs de l'UNEF venus essayer d'organiser la mobilisation. La presse a ainsi été jusqu'à relever le niveau « pitoyable » des débats et « l'absence de maturité démocratique » révélés sur le campus droit (*Est Républicain* du 15 mars 2006).



4. Les Assemblées Générales

La satisfaction de voir que les Assemblées Générales mises en place rassemblent de plus en plus de monde s'accompagne d'une petite déception : ces AG ne sont que rarement des lieux de débat. Certes, des points et des questions y sont soulevés et discutés, les gens se répondent mais en fait les AG deviennent rapidement des « expositions d'idées ». Les vraies discussions y sont rares. Au bout d'un moment, les gens se sont déjà fait une opinion avant de venir en AG. Dès lors, on ne vient plus en AG pour discuter, échanger et, éventuellement, changer d'avis ou trouver des compromis, mais juste pour exposer ses idées. Il n'y a pas beaucoup « d'écoute », au sens noble du terme. On assiste d'ailleurs à une sorte de « starisation » de certains intervenants qui se font acclamer quand ils montent à la tribune – de manière peu étonnante il ne s'agit que de (militants) garçons. Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer ce fait. Les enjeux politiques de ces AG peuvent pousser les organisations à essayer de faire « passer » leurs idées, au détriment d'un vrai débat. Et il est sans doute très difficile d'organiser un débat quand plus de mille personnes participent à la discussion.

Néanmoins, il faut reconnaître que les quelques AG du début du mouvement sont plus ouvertes. On y assiste à de réelles discussions sur le CPE, en essayant de montrer les points positifs et surtout les conséquences négatives de ces lois. Lors de ces AG, de nombreuses personnes n'ont pas encore un avis toujours très tranché sur la question, et se font réellement une opinion pendant et grâce aux débats. Nous avons participé à des débats se rapprochant d'une argumentation « scientifique » sur le CPE, notamment à l'UHP où l'absence d'organisations dans les AG fait qu'il y avait moins d'arguments « prémâchés ». Mais, assez rapidement (au bout de 2 ou 3 « grosses » AG), les discussions tournent autour de la question du blocage, qui pollue les débats. En Lettres, il faut bien 3 semaines pour que la mise en place d'une plage de temps accordée à chaque question permette de redonner du temps aux autres questions (actions, débat sur le CPE, perspectives...).

Peut-être encore plus que pour les mouvements précédents, des non-grévistes (et surtout des anti-blocage) participent aux AG. A posteriori, on peut se poser la question de savoir si c'était une bonne chose ou pas. Cette question revient à se questionner sur le rôle des AG. Avions-nous affaire à des AG de Campus où touTEs les étudiantEs avaient légitimement leur place, ou alors à des AG de lutte contre le CPE ? De fait, au vu des participantEs et des échanges, c'étaient plutôt des AG de Campus, mais qui n'envoyaient que des grévistes pour les représenter lors des coordinations nationales. On est face à une sorte de paradoxe bizarroïde improbable potentiellement possible.

Si, en Lettres, les réunions de Coordination (vite appelée « coord' ») jouent formellement le rôle d'AG de lutte, ce rôle reste plus implicite et flou en Sciences. En Sciences, la forte présence de personnes farouchement opposées au blocage du campus n'est pas sans conséquence. En effet, bien que les arguments utilisés par ces derniers soient pourtant souvent fallacieux (« AG non-démocratiques », « voter à main levée c'est pouvoir tricher »), ils portent sur les étudiantEs en lutte qui, non-encartéEs, sont moins aguerrisEs et moins sûrEs d'eux-elles qu'en Lettres. Les étudiantEs en lutte répondent à ces « critiques » pour essayer de légitimer des AG et des décisions qui, à notre avis, n'en ont pas vraiment besoin. Ils-elles mettent notamment en place un système de vote pour le moins inhabituel. A l'issue de l'AG, et pour une période de temps donnée (souvent deux heures) les étudiantEs peuvent se rendre à des bureaux de votes avec leur carte d'étudiantE. Après vérification sur les

listes des inscritEs sur le Campus, les étudiantEs annoncent leur vote aux officiantEs qui les comptabilisent et leur dessinent une croix sur la main pour éviter qu'ils-elles ne votent plusieurs fois. Cette procédure évite sans doute quelques erreurs et est acceptée par les anti-blocage, mais elle a de nombreux défauts. Par exemple, on peut aller voter sans avoir assisté aux AG, qui sont alors beaucoup moins démocratiques et moins importantes pour débattre. De plus, il est impossible de discuter les résultats des votes et de décider quoi faire en cas de quasi-égalité, ce qui arrive souvent. Enfin, il n'aura jamais été possible de profiter de la masse de personnes assistant à l'AG (parfois plus de mille) pour partir immédiatement en action...

Sur l'ensemble des campus, on remarque une nouveauté dans les AG. Lors de mouvements étudiants comme celui de 86, les AG étaient quotidiennes et regroupaient des personnes engagées et actives ; les AG préparaient la manif qui allait suivre, donc une action par jour avait lieu. Alors qu'à Nancy pour le mouvement anti-CPE, les AG sont bi-hebdomadaires, ce qui fait qu'une majorité de leurs membres décrochent le reste de la semaine et ne participent pas aux débats, réunions et actions. D'autant plus, fait étonnant et qu'on n'arrive pas bien à comprendre après coup, il n'y a pas de départ en manif ou en action après l'AG ! Alors que nous sommes à chaque fois au moins 1000 ! La seule manif après AG est celle du dernier jour de blocage de la fac de Lettres. En Lettres également, une seule action se déroule après une AG (un blocage de carrefours).

5. La Coordination locale

La coordination locale est une entité qui se met rapidement en place sur le Campus Lettres, le premier à entrer en lutte. C'est aussi là où les étudiantEs en lutte sont les plus nombreuxSES. Elle est ouverte à touTEs grévistes et militantEs de la fac et extérieurEs à la fac ; elle n'est donc pas élue par l'AG (des propositions sont faites dans ce sens vers la fin de la grève). De plus, elle est initiée par des militantEs lors de l'AG durant laquelle le blocage est voté pour la première fois. Dans les faits, c'est la coord' qui prend l'essentiel des décisions concernant le Campus Lettres, aussi bien au niveau de la vie sur le Campus que pour la lutte. On y valide les tracts qui seront distribués ; on y valide

les actions de lutte ; on y décide des orientations politiques ; au début, on y décide même qui ira représenter la Fac de Lettres dans les coordinations nationales. Mais le rôle de cette coord' n'a jamais été formellement défini.



Dès lors, son rôle n'est pas très clair, à savoir si c'est une coordination pour le Campus Lettres ou pour essayer de coordonner l'ensemble des sites étudiants en lutte sur Nancy. Il y a quelques volontés et déclarations dans le sens d'une coordination inter-Fac. Mais les étudiantEs des autres sites y viennent peu souvent, en étant très rarement mandatéEs. Et comme les questions traitées sont très souvent internes au Campus Lettres, ils-elles ne se sentent pas forcément très concernéEs par cette coordination, mangeuse de temps, alors que d'autres problèmes doivent être réglés dans leurs établissements respectifs. Au final, il n'y aura pas de réelle coordination entre les différents sites en lutte de la ville. On peut se demander si une telle coordination n'aurait pas permis d'élargir plus efficacement le mouvement, notamment vers les ouvrièrEs/salariéEs du public et du privé. De même, le mouvement aurait peut-être pu avancer plus vite (notamment en mettant sur place plus rapidement des ac-

tions d'envergure car concertées) et s'essouffler moins rapidement avec une véritable coordination en son sein.

La coordination locale est aussi le lieu où se déroulent les débats de fond sur le mouvement, ce qui ne va pas sans quelques affrontements entre les organisations en lutte. L'unité affichée lors des AG l'est un peu moins en coord', et les organisations montrent souvent leurs désaccords. Il n'est pas rare de voir la CNT, mais également des étudiantEs non-encartéEs, s'opposer à une partie de l'UNEF. Il est intéressant de voir que cette dernière, au nom de la sacro-sainte « unité », n'hésite pas à peser de son poids sur les décisions prises en coord', accusant les décisions qui ne vont pas dans son sens de vouloir « briser l'unité ». Les enjeux idéologiques, mais sans doute aussi des enjeux de pouvoir (pour l'AG), sont la raison de ces affrontements...

6. Les commissions

L'organisation de la lutte et de la vie sur les campus est gérée par le biais de commissions rapidement mises en place. Ces commissions rassemblent entre 10% et 15% des étudiantEs présentEs aux AG. En Lettres, deux commissions principales voient le jour : une commission *action* et une commission *occupation de la Fac*. Cette dernière gère l'occupation de la Fac (blocage, occupation de l'amphi 42 et de la salle A28, repas...). En Sciences, les étudiantEs motivéEs par la lutte occupent l'amphi 5 et seront l'équivalent informel des commissions du campus Lettres.

Il est difficile de juger le fonctionnement de ces commissions, et notre impression n'est pas toujours très positive. Le point important à souligner est que **les étudiantEs s'approprient les Campus**, étudiantEs majoritairement, mais également quelques chômeurSEs et travailleurSEs n'appartenant pas au campus. On y parle beaucoup d'autogestion même si la mise en oeuvre en est difficile et sans doute pas trop recherchée par la majorité des étudiantEs mobiliséEs. Les étudiantEs se rendent compte que l'autogestion n'est pas une chose facile qui se fait toute seule, au contraire, elle demande des efforts supplémentaires, surtout quand on ne s'y est jamais préparé. Et les étudiantEs les plus actifVEs le sont sur le terrain politique, et non sur l'occupation du campus proprement dite. Ainsi, ce sont souvent les mêmes personnes qui se retrouvent à effectuer les tâches pratiques (cuisine, rangement, piquet de grève), alors que

l'ensemble des grévistes, même militantEs, s'y impliquent peu. Cela n'est pas très surprenant. Non seulement ces tâches sont majoritairement assurées par des nanas mais en plus les lauriers sont ramassés par les mecs qui s'y investissent. Les étudiantEs n'ont pas l'habitude de s'autogérer, voire même de prendre des initiatives collectives, et donc les tentatives d'autogestion sont très consommatrices de temps et le résultat souvent peu « efficace ». Il y a en outre un très grand nombre de problèmes à gérer, ce qui laisse encore moins de temps pour gérer la vie sur le Campus. Encore une fois, le nombre relativement faible d'étudiantEs motivéEs est un facteur à prendre en compte. C'est d'autant plus vrai en Sciences où s'ajoutent deux préoccupations majeures. Il faut du temps pour préparer les AG car les étudiantEs ne se sentent pas sûrEs d'eux-elles, et il faut surtout répondre aux ingérences quotidiennes du Doyen qui visent à mettre des bâtons dans les roues des grévistes et à stopper le mouvement de lutte.

De la même façon, les initiatives pour animer le Campus sont minimales : des concerts sont organisés, quelques films projetés, qui donnent vie au campus ; mais l'implication des grévistes reste faible (à cause d'un emploi du temps surchargé ?). Les débats formels concernant l'Université, les cours, les examens, l'éducation sont inexistantes, ou mis en place par des profs (à la demande d'étudiants)... Est-ce révélateur d'un côté étriqué du mouvement dans sa réflexion, qui ne se penche pas sur ces questions plus générales ?

De même, il n'y a pas de productions écrites affichées à la fac sur les réunions et dates d'actions à venir, ni racontant une AG ou une action ; ni de tracts distribués, de communiqués de presse rédigés (ce qui permet à certainEs de parler « au nom des grévistes »). Le fait qu'il n'y ait pas de récits est un manque, car cela aurait sans doute permis de mettre en relief la lutte et de prendre du recul sur certains aspects. Mais comment prendre du recul et écrire lorsqu'on est immergé dans ce qu'on est en train de faire, et quand les réunions, préparations et actions se multiplient ? Cela aurait été possible si touTEs les grévistes avaient été engagéEs concrètement, puisque cela aurait permis de diversifier les modes d'occupation et les choses produites à la fac. Mais seule une minorité reste sur le campus en dehors des AG et des actions, y habitant à temps plein.

La commission occupation est la première instance qui cesse de se réunir : est-ce à cause du trop grand nombre de réunions qui se tiennent en plus de celle-ci ; ou encore parce que le mandat n'a pas été clairement défini ?

Tout ces éléments (d'autres trucs à gérer, personnes pour la plupart inexpérimentées) peuvent expliquer le temps de latence avant les décisions d'action.

7. L'organisation des actions

Il faut du temps avant que les premières actions s'organisent, mais pour des raisons différentes en Sciences et en Lettres. En Sciences : c'est plus un manque d'habitude, d'organisation et de « masses » pendant les actions qui a fait que les actions ont mis du temps à démarrer. Il faut souvent attendre que les « profEs » donnent l'exemple ou l'idée pour qu'elles se mettent en place. Des actions spontanées, parfois en coordination avec l'IUT Brabois ou STAPS, permettent de mettre en place des opérations escargots sur le Vélodrome. Mais en général, les gens sont très volontaires pour faire ces actions, et se posent moins de questions sur leur pertinence et leur impact qu'en Lettres.

En Lettres, le problème principal est la mésentente quasi constante entre les militantEs de la coord', qui fait qu'on revient toujours sur le principe même d'actions extérieures au campus. En clair, certainEs chefEs de l'UNEF commencent par ne pas vouloir d'actions, puis, sous la pression de l'ensemble, acceptent les actions mais des actions molles, et ce à condition qu'elles-ils les contrôlent (sinon elles-ils ne sont pas présentEs). En outre, elles-ils tiennent un discours liant la « violence » ou « radicalité » des actions et la violence policière (« les flics sont violents parce que nous sommes violents »). On doit souvent se battre contre ces chefEs, ce qui provoque une perte de temps et de l'énervement.

Comment sont organisées les actions en fac de Lettres ? Une commission « action » est mise en place assez rapidement, qui au début fonctionne mal : il arrive qu'elle n'ait pas lieu, car les plus engagéEs ne le souhaitent pas, et que celles et ceux dont c'est le premier mouvement n'osent pas contrecarrer leur charisme ou leur expérience. Ce point est un réel problème, qui se manifeste dans la prise de parole et la prise de décision, mais il s'atténue au fil du temps : les personnes participant aux commissions et coord', anciennement ou

nouvellement militantes, sont réellement actives et prennent position, et même des positions fortes. Au fur et à mesure, une vraie commission action se met en place, à savoir une réunion à laquelle toutE gréviste peut participer, à heure (à peu près) fixe et (à peu près) tous les jours. Ainsi, la première action proposée est l'occupation de la gare à l'issue de la manif du 18 mars. Les actions sont validées par la coord', mais exceptionnellement cette action ne l'est pas car la coord' ne se réunit pas ce jour-là.

Les modes d'action sont définis progressivement : la plupart des personnes sont « inexpérimentées », et ce sont les ancienNEs militantEs qui aiguillent sur les modes d'action. Notamment sur le principe des mandatéEs : pour les actions à ne pas dévoiler par risque d'ébrulement et de présence de flics, la coord' mandate quelques personnes pour organiser une action, à date et heure données. Les mandatéEs sont responsables de la préparation de l'action. Ce mandat a été voté, après après mais riches discussions, en coord'. Le mandat est le suivant : l'action se déroule sur un ou plusieurs des lieux proposés en coord' et votés en AG (ANPE, Chambre de commerce et d'industrie, boîtes diverses, MEDEF, permanence du député UMP chargé de la LDEC Laurent Hénart, facs...) ; elle n'est pas « violente » (pas de charges contre les flics...) ; elle ne met pas en danger les participantEs (on décide par exemple qu'on quitte les lieux si les flics se préparent à charger). Ce fonctionnement a deux avantages majeurs : les actions peuvent être menées avec un risque moindre d'être accueilliEs joyeusement par les flics ; les mandatéEs changent à chaque action, elles-ils sont interchangeables, ce qui permet à un grand nombre de les organiser et donc de faire tourner les responsabilités.

Malgré les difficultés, on parvient à mener des actions, qui donnent une véritable dynamique au mouvement. Elles rassemblent pas mal de monde, souvent plus que les coord' ou réunions, et permettent de sortir du cadre du CPE en donnant une réflexion plus large, du fait qu'elles investissent une palette assez étendue de lieux économiques et politiques. Elles donnent surtout une visibilité à la lutte et aux revendications et permettent ainsi des discussions avec les gens hors de la fac, et ce parfois sur leur lieu de travail ou de non-travail (ANPE, agences intérim, entreprises). Quand les actions sont suggérées nationalement par le biais de la coordination nationale, elles ont plus d'ampleur et donc plus de poids, elles montrent à ceux contre lesquels on lutte, et aussi (et

surtout) aux autres, que l'on est capable de s'organiser massivement et en dehors de notre secteur restreint.

Un exemple d'action initiée par les étudiantEs de Nancy en dehors des journées nationales de mobilisation : le vendredi 24 mars, ils-elles décident d'occuper un endroit symbolique, comme la permanence de Hénart ou la chambre de commerce, mais ces lieux sont inaccessibles car fermés ou gardés par des flics ; les étudiantEs se rabattent à une centaine sur le Centre Commercial Saint Sébastien, à l'intérieur duquel il est impossible de faire la moindre diffusion de tracts en temps normal. Ils-elles s'allongent sur le sol pour faire un die-in pendant qu'une petite dizaine d'entre elles-eux diffusent massivement un tract de la coord' appelant à la mobilisation générale, à la manifestation du 28 mars et à une assemblée générale interprofessionnelle le 29 mars. Les slogans sont : « Retrait du CPE », « Arrêtez de consommer, venez manifester », « Travaille, consomme et meurs », « Tout est à nous... ».

Le public réagit de manière très favorable à l'action d'autant plus qu'il juge incompréhensible l'attitude des vigiles qui essaient d'empêcher les genTEs de regarder : ce qui paraît vain vu le nombre de curieuxSES. Une bijouterie ferme son rideau de fer, un vigile va à l'étage pour empêcher les gens de regarder par le haut sous prétexte que cela va attirer l'attention d'autres gens. Dans l'ensemble, le tract est très largement diffusé, et il y a beaucoup de possibilités d'échanger avec les passantEs. Les flics en civil ne bougent pas, et finalement, au bout d'une bonne heure, les étudiantEs décident par eux-mêmes de lever le camp et partent en file indienne.

Ceci est un des rares exemples d'action où la répression policière n'a pas lieu, ce qui permet de mener l'action à son terme avec une certaine efficacité malgré le petit nombre de participantEs.

8. Une minorité très engagée et une majorité peu impliquée

Une minorité très engagée se retrouve dans les coord' locales, dans les commissions et les actions. Elle est composée des militantEs d'organisations (UNEF, CNT, LCR) et de non-encartéEs, touTEs étant étudiantEs, c'est pour beaucoup le premier mouvement, ce qui entraîne des discussions assez longues sur le fonctionnement des coord', des commissions et sur l'organisation

des actions. Toutefois, ce contexte n'empêche pas les choses de se créer et ne semble pas être un frein au mouvement. Cette minorité davantage engagée tente de soulever des questions plus générales et plus idéologiques lors des AG et coord'. Elle est influencée par les organisations et ses militantEs dans les modes d'action et dans l'organisation des réunions (par exemple le principe des mandatéEs pour les actions).

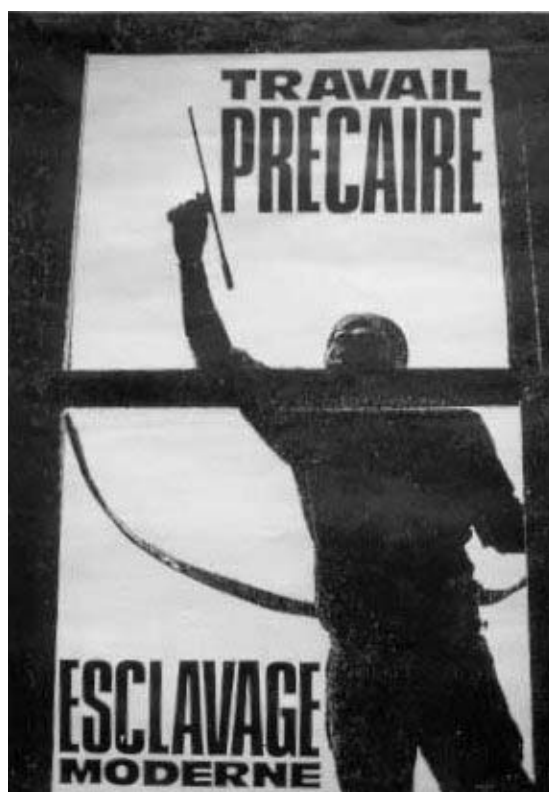


Deux choses découlent de cette réalité : d'une part les réflexions et les actions portées et menées sur le CPE et de manière plus générale sur la société et la politique, ne concernent qu'une petite partie de l'AG ; ce mouvement massif n'est pas mis en œuvre par touTEs. D'autre part, comme il n'y a pas de rotation des tâches, que ce soit dans la minorité ou dans l'ensemble des grévistes, une grosse partie de la minorité s'essouffle vers la 4^e semaine.

Alors qu'une minorité de personnes participe activement et concrètement à la grève, la majorité des grévistes « se contente » de venir en AG et de voter la grève et le blocage (mais c'est déjà beaucoup par rapport au contexte, non ?). A plusieurs reprises en AG les étudiantEs informent et invitent les membres de l'AG à participer aux commissions et coord'. On sent à ce moment-là le décalage entre ces deux groupes, peut-être dû à un manque de volonté d'intégration et d'accueil de la part des plus engagéEs ? A propos de cette majorité, on peut voir les choses de deux façons. Soit elle laisse faire et vote sans réelle discussion et débat, dans le schéma de l'actuelle démocratie, dans laquelle le vote

passer pour le principal mode d'expression. Il est vrai, comme nous l'avons déjà souligné, que la démocratie des AG et la place que peut y prendre l'expression de chacunE est limitée. Soit elle écoute, critique et participe aux idées et débats consciemment, sans vouloir s'investir davantage, pour des raisons multiples. Dans les deux positions, il semble que la majorité regarde la minorité comme des chefEs/décideurEs/ceux-celles qui pensent. Mais de toute façon il est impossible de dresser un portrait exhaustif de l'AG, parce que finalement notre contact avec la majorité de ses membres ne s'est que partiellement fait, et qu'elle regroupe des situations et des groupes disparates.

Quelle est notre responsabilité quant à ce décalage, voire ce fossé entre ces deux instances ? Est-il possible de l'atténuer, de l'abolir (!) pour le prochain mouvement, et comment ? Ou relève-t-il de raisons politiques, sociales, idéologiques, etc. qui pour le moment nous dépassent ? Questions importantes à régler, car si on avait été plus nombreuxSES engagéEs, le mouvement aurait certainement pris une autre tournure (enfin on a fait quelque chose de chouette, faut pas se flageller !). Mais ces questions demandent davantage d'analyse, et ne seront pas réglées en un mouvement.



9. La coordination nationale

Une coordination nationale s'organise très tôt dans le mouvement, la première a lieu le 18 février à Rennes. Les vacances scolaires font que Nancy, et en particulier le Campus Lettres, n'entre réellement dans la lutte et ne participe à ces coordinations qu'à partir de début mars. Durant la première moitié du mouvement, les déléguéEs envoyéEs émanent de la coordination locale, et non de l'AG comme cela aurait dû se faire. En Sciences, qui participe à sa première coordination le 19 mars, les étudiantEs y participent par roulement, mais sans être non plus, dans un premier temps, désignéEs par l'AG.

Il faut préciser que, personnellement, nous n'avons pas participé à cette coordination nationale. Néanmoins, certainEs d'entre nous avons des critiques à émettre sur ce qui nous a été relaté de son fonctionnement : à Nancy du moins, les personnes choisies par l'AG pour aller à la coordination nationale ont un mandat flou, c'est-à-dire que la plate-forme est votée sans que nous précisions comment la défendre, ni les positions précises à tenir par les mandatéEs. Ensuite, ces personnes ne représentent qu'elles-mêmes car d'une part elles ont une liberté totale par rapport à l'AG : c'est un véritable abandon de pouvoir de la part de l'AG. Ce qui se ressent également dans les comptes-rendus qui en sont faits, très imprécis, et sur lesquels personne ne pose de questions, puisqu'on ne sait pas vraiment ce qui s'y passe. D'autre part, et c'est lié au premier point, les mandatéEs sont surtout des militantEs, même non encartéEs : de ce fait, il s'agit avant tout de débats entre mouvances politiques, et non de rencontres de mandatéEs des AG. Enfin, nous avons l'impression que ces coordinations gaspillent beaucoup d'énergie et d'argent pour un résultat pas vraiment probant. Le déplacement de la délégation nancéenne coûte un prix excessif (par exemple environ 1.200 € pour la coordination nationale de Marseille), couvert par les organisations syndicales professionnelles. Sur place, on perd beaucoup de temps à organiser – et réorganiser – la tribune, à mettre en place les modalités du débat, etc.

Et pourtant, au premier abord, il n'est pas facile de voir l'influence et l'impact de ces coordinations sur la lutte à Nancy. En Sciences, par exemple, il faut attendre quelques coordinations pour que l'AG du Campus discute des orientations ou des motions qui seront abordées en coordination nationale, et encore sans que les étudiants montrent un grand intérêt. Néanmoins, la coordination n'est pas inutile. Assez tôt, la plate-forme revendicative des Campus Lettres et

Sciences s'aligne sur celle de la coordination nationale de Toulouse du 25 février, en élargissant les revendications CNE vers la création de postes, l'amnistie pour les révoltéEs de novembre 2005 et manifestantEs précédentEs. Les semaines thématiques d'action proposées par la coordination nationale sont aussi motivantes et poussent les étudiantEs à s'organiser pour bloquer les routes, manifester contre les répressions policières, etc. Une coordination nationale est bien entendu nécessaire. La grève de mai-juin 2003 a montré comment l'absence d'une structure de ce type peut handicaper un mouvement social en le privant d'une organisation à l'échelle nationale quand les directions syndicales ne remplissent la fonction qu'on attend d'elles, voire quand elles organisent la fin du mouvement au mépris des aspirations de leur base. Une coordination est nécessaire, mais le fait est que les plus actifVes dans le mouvement semblent être essentiellement occupéEs par l'animation du mouvement sur le plan local et qu'ils-elles ont délaissé cet aspect national. La faiblesse de l'utilisation des sites et blogs Internet, ne serait-ce que pour communiquer les informations entre différentes villes – quand on la compare notamment à l'utilisation massive qui en est faite par les mouvements altermondialistes – constitue un autre révélateur de la difficulté du mouvement étudiant à dépasser un niveau de structuration strictement local.

Il reste que cette coordination, qui est la véritable représentante de la lutte, n'a pas le poids qu'elle aurait dû avoir. Ainsi, nous pouvons imaginer, sans certitude, que la coordination communique largement sur ses décisions et essaye d'assurer une large audience à ses appels, mais il faut souvent chercher un peu sur Internet pour retrouver ces textes. Cette coordination laisse l'impression qu'elle aurait pu « mieux faire » et mieux communiquer, mais le problème est que nous ne voyons pas comment...

10. Des personnels en rupture

En lien avec le renouvellement sociologique du public étudiant comme avec la (dé)politisation générale, le poids des profEs vis-à-vis des étudiantEs apparaît comme démesuré. Les militantEs étudiantEs ne cherchent pas spécialement à combattre ce sens de la hiérarchie, ils essaient plutôt de l'utiliser dans le sens du mouvement, demandant parfois aux enseignantEs favorables à la lutte d'intervenir pour légitimer et peser dans le sens de la mobilisation. Evidem-

ment, ce type d'appui est à double tranchant, susceptible d'un effet boomerang si des enseignantEs cessent de soutenir le mouvement quand les étudiantEs veulent continuer.

La mobilisation des personnels est très faible à Nancy 2, avec des AG qui oscillent entre 30 et 80 participantEs : principalement des enseignantEs et peu de IATOS (quelques administratifs mais pas d'agents de service). La mobilisation des personnels est plus forte et plus radicale à l'UHP, où pourtant l'implantation syndicale est beaucoup plus faible : entre 40 et 100 participantEs, dont une trentaine d'agentEs de service. C'est dans l'ensemble un volet très minoritaire qui se mobilise en soutien au mouvement étudiant, la fraction militante (syndicalistes et représentants syndicaux) un peu élargie. Même si dans les grandes manifs, les cortèges des personnels de l'université rassemblent un peu plus de monde.

L'AG des personnels de Nancy 2 se positionne très vite en « *soutien au mouvement des étudiants, dans les modalités qu'il s'est définie* » c'est-à-dire en refusant par principe de se prononcer sur le bien-fondé des blocages. Position qui se maintient tout au long du mouvement, à quelques exceptions circonscrites près. Les initiatives propres à l'AG des personnels sont très limitées. Elles se bornent pour l'essentiel à produire des communiqués et appels par la messagerie électronique à l'ensemble des personnels, à la mise en place d'une « *caisse de grève* » pour assurer la solidarité entre enseignantEs et IATOS sur les jours de grève⁴, ainsi qu'à quelques interventions-conférences pour animer la fac bloquée à la demande des étudiantEs. En l'absence de cours, la plupart des enseignantEs-chercheurEs restent à travailler chez eux-elles tout au long du mouvement et le noyau favorable au mouvement étudiant ne parvient pas à s'élargir.

L'initiative est cependant prise par l'AG des personnels de Nancy 2 d'organiser une AG interprofessionnelle le 29 mars. Malgré un échange plutôt positif entre une centaine de salariéEs (principalement des militants syndi-

⁴ Les salariéEs n'ont pas d'obligation de se déclarer grévistes, ce sont leurs chefs d'établissement ou d'entreprise qui doivent en assurer le décompte. A l'université, il n'y a pas de chef de service pour pointer les profEs en grève et la tradition veut que l'on reverse une partie des jours de grève à des œuvres militantes plutôt qu'au Ministère. Comme par ailleurs le temps d'enseignement est annualisé, les enseignantEs rattrapent souvent les heures non assurées du fait d'un appel à la grève ou à manifester. La situation n'est pas la même pour les personnels IATOS qui ont des chefs de services, et qui doivent de plus « pointer ». Les absences sont donc visibles, et décomptées comme jours de grève si les personnels concernés n'ont pas donné d'autre motif.

caux) et une centaine d'étudiantEs, cette initiative n'aura pas de suite : l'AG suivante, organisée en plein air à l'issue de la manifestation du 4 avril, ne débouche sur rien (à part une charge policière).

La droite universitaire à Nancy 2 se positionne à l'image des étudiantEs de l'UNI uniquement vis-à-vis du blocage de la fac, terrain sur lequel elle réussit à gagner une fraction d'enseignantEs pas forcément favorables au CPE, et absolument pas sur le fond. Cela dit, elle agit de manière tellement maladroite (dénonçant sur la messagerie du personnel « *les objectifs de "la rue qui gouverne"* » « *les décisions de soviets d'étudiants et d'enseignants qui n'ont aucune légitimité* » « *les gardes rouges de l'UNEF et les enseignants dévoyés qui leur servent de caution morale* ») qu'elle ne rassemble pas vraiment. Une pétition, annoncée comme le grand événement qui va forcer le président à rétablir l'ordre, ne rassemble au final que 42 signatures.

Un élément qui joue un rôle symbolique est l'intervention de la Conférence des Présidents d'Université (CPU). Plutôt en soutien au mouvement étudiant au début, demandant officiellement au gouvernement d'être à l'écoute des étudiantEs, à l'image des nombreux CA votant des motions de soutien, la CPU finalement vire de bord et, face à l'autisme apparent du premier ministre, demande aux étudiantEs de cesser les blocages. Cette évolution du positionnement est probablement partagée par une fraction importante de la « majorité silencieuse » des universitaires, qui ne participent pas aux manifestations, mais ne protestent pas publiquement contre la grève.

Les personnels doivent cependant se positionner dans le conflit d'autorité entre l'administration et l'AG des étudiantEs. Il est de tradition dans le milieu universitaire de produire des intellectuels capables de positionnements idéologiques radicaux, audacieux, voire révolutionnaires. Il l'est beaucoup moins de voir des enseignantEs s'opposer frontalement à l'institution universitaire dont ils dépendent, et dont ils sont en partie les représentantEs. L'administration de Nancy 2 tente vainement d'obtenir l'appui des personnels dans son organisation de scrutin : l'initiative d'une réunion convoquée par le président, rassemblant près de trois cents personnes, se retourne contre lui. « Pire » : des personnels iront prêter main forte aux étudiantEs pour empêcher la tenue dudit scrutin. Le comble est atteint à l'UHP où un jour après la levée du blocage par les étudiantEs, ce sont les personnels qui votent et mettent en place le blocage de la fac de sciences.



11. Le positionnement et l'intervention des organisations

On a déjà mentionné les organisations ayant une présence militante chez les étudiantEs. Ce qui est remarquable, c'est le retour en force des militantEs du Parti socialiste, très présent et passe partout, sans que personne ne les vires (on est loin des cortèges du premier mai 2002 ou de Larzac 2003). Ils-elles n'ont pas de ligne particulière mais occupent le terrain, notamment par le biais de l'UNEF. Au sein du PS, le courant PRS (Pour la République Sociale, courant de Mélenchon) a une intervention politique spécifique, avec des discours offensifs sur la 6^e république proposée comme débouché à la lutte anti-CPE. Ils jouent un rôle local important au sein du mouvement lycéen, un de leurs militants organisant la coordination lycéenne locale.

En dehors du PS et de l'UNEF, ce sont des militantEs LCR et CNT qui animent la coordination et les AG. Là aussi, les unEs et les autres interviennent sur leurs axes propres, pour la démission du gouvernement selon les militantEs LCR, pour repenser l'ensemble du système éducatif selon certainEs cénétistes. Concernant l'organisation même du mouvement, un front semble s'être constitué de fait entre les unEs et les autres pour faire bloc face aux anti-blocage dans les AG. Ce qui donne une apparence de cohabitation entre toutes et tous,

du PS à la CNT, alors que des conflits surgissent en fait en coordination sur les autres formes que pourrait prendre le mouvement, et en particulier sur les actions à mener.

Au plan national les organisations de salariéEs, regroupées en intersyndicale, jouent un rôle important dans le choix de la base revendicative : le centrage sur le seul CPE alors que les étudiantEs revendiquent également le retrait du CNE qui touche gravement l'ensemble des salariéEs. Néanmoins, comme pour tous les mouvements de masse, l'intersyndicale ne voit pas venir ce mouvement et son rôle organisationnel se limite principalement à fixer les dates des « grandes manifestations », ce qui leur donne effectivement une ampleur extraordinaire. Mardi 28 mars, puis mardi 4 avril, à une semaine d'intervalle, trois millions de salariéEs et d'étudiantEs descendent ensemble manifester dans les rues. L'ampleur de ces manifestations est un révélateur de la popularité du mouvement étudiant. Forcée à agir pour ne pas paraître dépassée l'intersyndicale s'accapare le mouvement et, désireuse de montrer qu'elle « maîtrise les choses », le juggle avant de le « détruire » quand elle a réussi à montrer qu'elle existait (dès qu'elle devient l'interlocutrice du gouvernement, dans la première semaine d'avril). Ainsi, l'intersyndicale ne cherchera jamais à s'appuyer sur cette mobilisation pour avancer des revendications sur la précarité alors même que la question est au cœur des préoccupations. En particulier, l'intersyndicale recentre le mouvement sur le seul CPE alors que les étudiantEs revendiquent également le retrait du CNE qui touche gravement l'ensemble des salariéEs.

Au sein de l'intersyndicale il semble que la CGT s'appuie sur la CFDT pour, au nom de la préservation de l'unité, ne rien faire qui permette d'aller vers une grève générale interprofessionnelle. C'est pourtant ce qui serait nécessaire pour obtenir gain de cause sur l'intégralité de la plate-forme revendicative des étudiantEs. Le plus choquant dans cette affaire est le lâchage du mouvement en plein vol, après le 4 avril, quand l'intersyndicale ne donne plus aucun rendez-vous de mobilisation – alors que le gouvernement n'a pas encore cédé sur le CPE.



12. Violences et répression

Pendant ces semaines de lutte, le mouvement anti-CPE est attaqué sur plusieurs fronts. Les attaques les plus visibles, celles qui peuvent apparaître à première vue comme les plus violentes, sont les actions de répression policière. Cette violence répressive s'exprime au cours des actions et des manifestations qui ponctuent la lutte. Nous verrons que d'autres attaques, issues des médias et du système, marquent aussi ce mouvement.

Violences policières

La réponse donnée aux manifestations de masse et aux actions de lutte est toujours la même : une violente répression policière qui suit un scénario quasi immuable et que nous allons détailler.

Pour encadrer les manifestations ou réagir aux actions, les CRS ou gendarmes mobiles sont là en masse. Ils attendent un peu que la densité de manifestantEs faiblisse. Souvent, ces dernierEs sont en train d'occuper pacifiquement les voies de circulation, dans la joie, la musique, et la bonne humeur. Au bout d'un moment, sans raison objective, une première charge des forces dites « de l'ordre » a pour but de vider les lieux, mais en aucun cas d'éviter ou de répondre à un quelconque danger : aucunE des manifestantEs n'a un comportement dan-

gereux avant la charge. « Etrangement », la charge vise prioritairement les manifestantEs les plus jeunes, les plus impressionnables, en évitant les militantEs plus aguerris et plus calmes. La charge est violente, précédée de manœuvres d'intimidation et accompagnée de coups de matraques et de gaz lacrymogènes. Et là, ça dégénère... Les manifestantEs sont remontéEs, effrayéEs, parfois paniquéEs, leurs réactions, surtout celles des plus nerveuxSES, sont légitimes : si la plupart s'égayent, certainEs résistent. Et les forces dites « de l'ordre » estiment alors légitime de procéder à des arrestations musclées. Si cela ne dégénère pas, après un temps de stabilisation, une autre charge se lance. Et ainsi de suite...

Nous assistons à ce scénario à la fin de chaque grande manifestation (16 mars, 23 mars, 4 avril, 5 avril) et à chaque action de masse (occupation des voies de la gare, blocage du centre de tri postal). Cette répression, dont la violence est à la fois inutile et illégitime, est parfois encore plus incompréhensible et injustifiée, comme lors de l'occupation des voies de chemin de fer du 18 mars. Ce jour là, à l'issue d'une manifestation d'envergure et sans incident, un large groupe se dirige vers la gare et occupe les voies. Comme le décrit très bien le texte donné en annexe, les voies sont assez rapidement évacuées par les forces dites « de l'ordre » avec une violence d'autant plus irresponsable que l'environnement est dangereux (voies, quais, buttoirs, barrières, pylônes en acier, etc...). A la suite de cette évacuation, la routine « charge - stabilisation » se met en place.

Plusieurs fois, à la suite des charges des forces dites « de l'ordre », nous devons jouer au chat et à la souris pendant que les CRS nous raccompagnent à la fac, où nous savons que nous serons en sécurité, en nous mettant la pression, avec des agents de la BAC omniprésent et provocateurs. Ils sont toujours à moins de 50 m derrière nous et nous pressent, ce qui n'est pas sans poser problème quand il faut gérer le parcours au milieu de la ville : carrefours avec voitures qu'il faut arrêter, passerelle où on ne peut pas être nombreuxSES de front. Cet accompagnement provocateur est plus dangereux qu'utile, et n'aboutit finalement qu'à augmenter la colère et la frustration des manifestantEs, d'autant qu'il est souvent émaillé d'arrestation tardives, ciblées et arbitraires...

On peut se poser la question du pourquoi de cette forte présence policière et de ces violences répétitives. Certes, la situation à Nancy est inhabituelle. Par rapport aux précédents mouvements sociaux, il y a beaucoup de monde. Le

préfet, qui « avait » la réputation d'être laxiste, veut peut-être se faire voir sous un jour nouveau. Il redoute peut-être que le mouvement, qui est un peu en retard sur le mouvement national, ne se radicalise à l'image de ce qui se passe ailleurs en France. Mais, est-ce suffisant pour expliquer une présence policière marquée? Pour expliquer que la répression violente soit la seule réponse donnée?

Il semble bien que la raison de ces violences soit une volonté de briser le mouvement en utilisant la « peur du gendarme » comme arme de dissuasion. La peur fonctionne sur l'instant, car il n'est pas simple de rester calme et de garder son sang-froid face à une charge. Cela fonctionne aussi sur la durée, en essayant de dissuader les étudiantEs en lutte d'organiser d'autres actions. Et enfin, cela fonctionne de manière ponctuelle et lourde sur les manifestantEs qui sont arrêtés et traduits en justice.

Violence de la justice

Deux mois après la fin du mouvement anti-CPE, Sarkozy s'offusque des suites judiciaires de ce mouvement et regrette qu'on ne rapporte que peu de condamnations, et surtout, aucune condamnation à des peines de prison ferme. Il en conclut que la justice ne fait pas son travail. TouTEs ceux-celles qui ont suivi de près ou de loin le cas de personnes appréhendées pendant le mouvement savent que la plupart des arrestations effectuées par les forces dites « de l'ordre » ont été arbitraires.

Nancy ne fait pas exception à la règle. A coups de témoignages d'agents de police et de préjugés de la justice pour qui il semble normal que les fins de manifestations soient infestées de « casseurs », les suspects deviennent facilement coupables, sans preuves. Par ces décisions, la justice légitime l'arbitraire policier, sans que jamais ne soit évoqué l'attitude des forces dites « de l'ordre » lors des procès.

Ce sont des décisions et des processus qui sont des plus violents. Il n'y a pas de peine de prison, mais des vies sont tout de même en jeu, des emplois, des réputations, une image. Le pire est que ce genre de procès devient petit à petit la norme et ne suscite que peu de réactions de la part du grand public, qui n'est que rarement au courant des détails. Il faut dire que, question violence, les médias ne sont pas en reste.

Violence des médias

Avec un peu de recul, il devient évident que les violences et les provocations des forces dites « de l'ordre » ont pour but de discréditer les manifestantEs en les poussant à la faute, en faisant dégénérer les actions, et en les montrant comme des personnes violentes, agressives et donc irresponsables. Cela ne peut se faire sans l'appui, tacite ou conscient, des médias qui façonnent les images et les opinions. Dès lors, la violence est aussi dans les médias et les journaux locaux en particulier. Comme la peur ne suffit pas à mettre un frein au mouvement, le système joue sur un autre registre : le discréditer.

Ainsi, dès les incidents du 18 mars, après l'action menée pacifiquement et terminée violemment, les journaux parlent des « casseurs » et « émeutiers » qui, en fin de manifestation, ne sont là que pour tout casser. D'autant plus « amusant » que, ce soir là, les seuls dégâts sont dus aux forces dites « de l'ordre », qui ont même réussi à casser une vitrine avec leurs grenades lacrymogènes. Cette vision pré-fabriquée du manifestant va de pair avec le fait que les actions ne peuvent, évidemment, être le fait que de « gauchistes » ou « d'anarchistes », dont il faut alors se méfier comme de la peste. Quant aux étudiantEs, en Assemblée Générale, ils-elles sont « étonnamment matures » (pour leur âge bien sûr), etc.

Certes, cette violence médiatique n'est pas nouvelle, mais, en le discréditant, elle est sans doute encore plus efficace pour lutter contre le mouvement que la violence physique. En effet, celle-ci n'est efficace que si les médias relaient correctement le message du gouvernement qui est : « vous avez vu, ces gens sont violents et dangereux, nous devons faire intervenir les forces de l'ordre pour vous protéger! ».

Une illustration de ce discrédit, s'il en faut une, se trouve aisément lors de la manifestation interne sur le Campus Sciences. Quand, pour protester contre les agissements de l'administration et montrer que le mouvement est toujours vivace, nous traversons un laboratoire de recherche, la direction du laboratoire, affolée, réagit par un mail pour rassurer les personnels sur un point : il n'y a pas eu de casse (« *Cette traversée s'est faite avec beaucoup de bruit mais sans casse. Je remercie tous ceux qui étaient présents et qui ont contribué à ce que tout se passe bien* », mail interne du 06/04). Les manifestantEs, quand ils-elles sortent du cadre des actions classiques, ne peuvent que rejoindre cette génération spontanée de « casseurs », irresponsables.



Vers une radicalisation ?

Pourtant, la « peur du gendarme » ne dure pas et ne touche pas tout le monde. Au contraire, le sentiment de frustration induit par les méthodes déloyales, violentes et « injustifiées » utilisées par le système laissent des traces de colère plus profondes. Loin de calmer par la terreur les gens en lutte, la violence organisée du système tend à radicaliser les actions. Le système en place est le premier à utiliser la violence, il n'hésite pas à en faire usage et, surtout, il utilise cette violence comme seul argument et seule réaction face au mouvement. Dès lors, la question de la radicalisation de la lutte – comme moyen d'éviter le « pourrissement », de s'opposer à la violence du système, etc – devient légitime... Et inévitable.

Mais cette radicalisation n'est-elle pas l'objectif étatique, pour stigmatiser la lutte et ses acteurs? En fait, pour contrer ce mouvement qui, par sa radicalité, devient de plus en plus visible, la discréditation et la stigmatisation sont des solutions de plus en plus tentantes, surtout si le gouvernement ne veut pas le voir perdurer pendant les vacances. L'analyse de l'évolution du rôle de la BAC dans ces manifestations semble conforter cette hypothèse.

Contre la police au quotidien

Assez discretEs au début du mouvement, les agentEs de la BAC sont plus présentEs à la fin du mouvement. Ils-elles passent par plusieurs étapes : se montrer ostensiblement; aller au contact, provoquer les manifestantEs; provoquer des « incidents » (insultes, comportements dangereux); arrestation de personnes ciblées au sein même de la manifestation; infiltrations...

Le cas le plus emblématique, alors que nous étions « raccompagnéEs » et pousséEs par les CRS, a été celui de cette personne qui, après s'en être pris verbalement à un automobiliste qui a essayé de se frayer un passage parmi nous, a incité des camarades à des exactions violentes contre la voiture de ce même automobiliste. La situation aurait pu dégénérer, et les CRS tout proches auraient pu légitimement intervenir et interpellé à tout va. C'est une situation qui n'est pas facile à gérer en soi. Et le provocateur, comme nous le découvrons plus tard, appartient à la BAC. Comment auraient réagi les manifestantEs excédéEs s'ils-elles l'avaient appris un peu plus tôt ? Auraient-ils-elles tenté – comme ils-elles l'ont fait - de calmer l'agitateur pour le protéger et protéger le groupe, ou auraient-ils-elles été encore plus excédéEs et agressifVEs ?

A l'aide de fausses cartes de presse, ou en se faisant passer pour des militants originaires d'autres villes, les forces de l'ordre essaient aussi de s'infiltrer dans les AG ou, plus rarement, de pénétrer sur le Campus Lettres. Les démasquer n'est pas facile, leur demander de quitter les lieux est moralement pénible car nous ne sommes jamais sûrEs de nous et le doute subsiste : ne sommes-nous pas en train de stigmatiser un camarade ? Encore une fois, tout le bénéfice semble être pour la police, car même si tous les infiltrés sont démasqués et priés de sortir, le climat de confiance entre les gens en lutte peut en pâtir. Et ici encore, une réaction logique du mouvement est de se radicaliser, et de s'organiser, ce qui ne se fait pas sans perte de temps. Puisqu'on ne peut plus faire confiance au premier venu, il faut repenser les méthodes d'organisation et de préparation des actions, se poser des questions sur comment faire pour qu'un noyau de gens puisse gagner la confiance de touTEs sans être inquiétés ou désignés par la police comme étant des meneurs, comment continuer à agir le plus démocratiquement possible quand l'information ne peut plus circuler librement ? Autant de questions qui ne facilitent pas la vie du mouvement, tendent à le radicaliser et le rendre moins démocratique. Il n'y a pas de réponse facile.

Le mouvement ne sait pas non plus trouver ou prendre le temps de réagir aux nombreuses arrestations. Les actions habituelles (communiqué de presse, manifestation devant le commissariat ou la préfecture, enlèvement de députéEs) ne sont pratiquement jamais tentées. En plus du manque de temps, cela peut s'expliquer par le relatif anonymat des interpellés, par le « blackout » total des autorités au sujet de ces arrestations, par le nombre conséquent d'arrestations après les manifestations, actions ou échauffourées qui obscurcissaient la frontière entre rumeur et réalité. Aujourd'hui encore, nous ne saurions garantir un nombre d'arrestations ou, pire, de mises en examen, de jugements ou de condamnations.

Le résultat en est que le mouvement a eu une réaction pour le moins « légère » face au nombre record d'arrestations arbitraires dans l'agglomération. Les interpelléEs sont livréEs individuellement à la machine judiciaire face au collectif des « assermentés ». Le mouvement – ses causes, ses revendications, ses implications – et le contexte de lutte sociale sont absents des procès, laissant la main libre au redoutable couple police/justice. Il en fut de même lors des mouvements de banlieues en novembre 2005 et à la suite du mouvement 2005. Le système ne se prive pas d'en profiter et d'en abuser.

La violence de l'institution

Les responsables de l'administration universitaire ne se privent pas, eux non plus, d'attaquer le droit de grève, et c'est particulièrement le cas sur le Campus Sciences. Sous couvert de vouloir assurer la sécurité des biens et des personnes présentes sur le Campus, l'administration effectue un véritable travail de sape dont le but non avoué est de briser le mouvement qui s'organise. De nombreux responsables de diplômes ne sont pas en reste. Certaines méthodes se veulent officielles, voire légalistes, mais n'en sont pas moins des attaques violentes contre les anti-CPE et le droit de grève.

Les institutions montrent une obstination manifeste à déposséder les étudiantEs de leurs moyens d'action. A l'IUT, par exemple, il faut lutter pour faire accepter le droit de grève, et encore ce dernier n'est vu que comme le droit de se déclarer « gréviste » lors des contrôles de présence qui sont toujours pratiqués alors que les cours continuent. Il en va de même des propositions d'organiser un référendum (attaque contre la légitimité du mouvement), de se demander

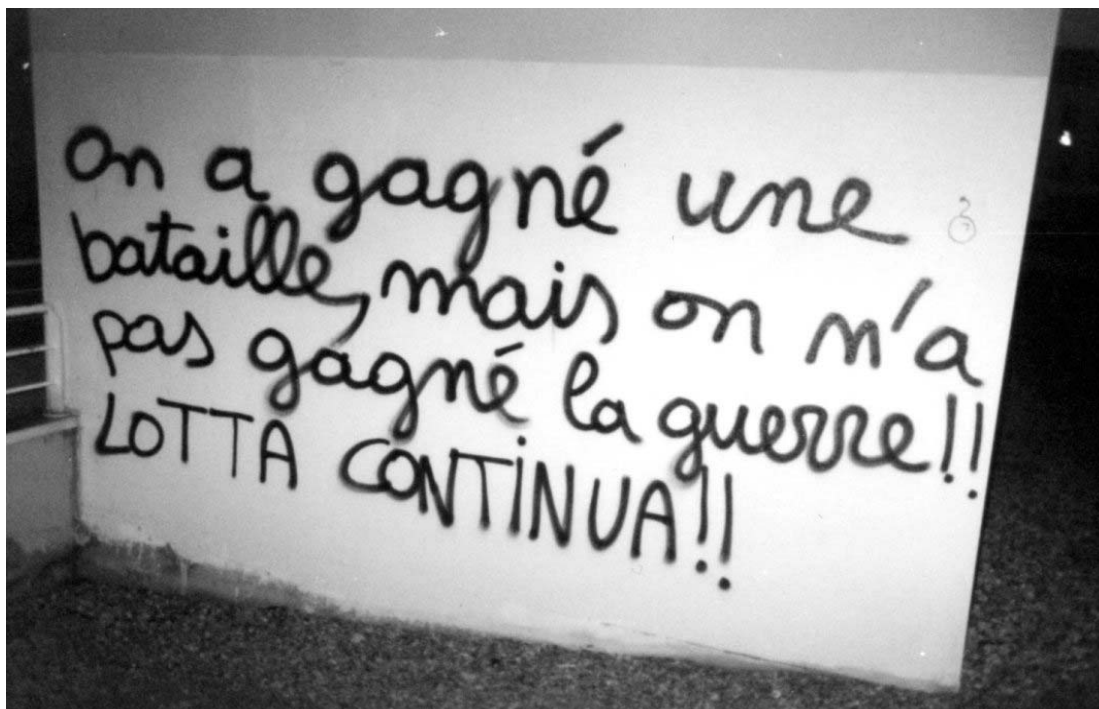
publiquement qui est responsable si un incident survient dans l'amphi occupé (faire peur aux étudiantEs), de soutenir qu'il sera difficile de gérer les examens, et donc les diplômes (la fin d'année prouvant en fait que c'est faux), etc.

Et des méthodes plus douteuses sont aussi employées : coupure du chauffage et de l'électricité dans l'amphi occupé, pression sur les agents IATOS pour qu'ils-elles ne rejoignent pas le mouvement, certainEs professeurEs qui continuent leurs cours en cachette malgré la suspension de ces derniers, etc. On voit ici que l'impact qu'ont les membres du corps enseignant et de l'administration, impact qu'ont utilisé les anti-CPE dans les AG pour essayer de rassurer les plus frileuxSES, peut aussi jouer en la défaveur des étudiantEs en lutte.

La répression consciente de l'administration s'accompagne aussi d'effets pervers qui n'ont sans doute pas été planifiés. En effet, comme nous l'avons dit précédemment, ces attaques de la hiérarchie contre le mouvement vont longuement mobiliser les étudiantEs et gaspiller un temps précieux par ailleurs.

Rappel de quelques faits (les chiffres ne sont pas garantis)

- Manif étudiante du 16/03 : 5 arrestations.
- Manif salariés du 18/03 : action sur les voies SNCF, ça dégénère, 3 arrestations.
- Manif contre les violences policières devant la Pref' du 23/03 : 9 arrestations après le départ du camion de SUD.
- Occupation ANPE 29/03 : pas d'incidents, pas de charge.
- Blocage des carrefours autour fac de Lettres du 30/03 : 12 cars contre 300 étudiantEs.
- Manif + AG du 04/04 : charge des CRS, 5 arrestations.
- Manif *dans* l'UHP du 05/04 : le Loria a peur des « casseurs ».
- Blocage centre de tri postal du 05/04 : charge des CRS, plus provocations et infiltrations, mais 0 arrestation.
- 06/04 : actions éclairs, sans heurt avec les flics.
- Blocage de la sortie d'autoroute à Brabois le 06/04: petit gazage...



Conclusion

Après le 10 avril et l'abandon du CPE par de Villepin, la plupart des syndicats et les partis de la gauche institutionnelle se sont empressés de sabler le champagne et de saluer la « victoire » du mouvement étudiant. Pour mieux l'enterrer ?

Le fait est que l'attitude de l'intersyndicale aura été de bout en bout assez cohérente : après avoir expressément gommé la plupart des revendications pour ne focaliser que sur le CPE, elle s'est logiquement réjouie de son retrait. Mais un autre aspect a aussi certainement joué : le 10 avril, c'était six jours après la journée du 4 avril à l'issue de laquelle aucune nouvelle consigne de mobilisation n'avait été lancée. En d'autres termes, l'intersyndicale avait abandonné le front de la lutte le 4 au soir. En retirant le CPE, Villepin n'a pas seulement fait ce qu'il fallait pour s'en tirer (de façon pitoyable), il a aussi permis à l'intersyndicale de sauver la face.

Evidemment, tout le reste est resté en place : le CNE qui, parce qu'il touche les entreprises de moins de 20 salariéEs, atteindra massivement les jeunes qui se sont mobiliséEs contre le CPE comme leurs aînéEs, la loi dite d'égalité des chances avec le travail de nuit des mineurEs, l'apprentissage à 14 ans, la responsabilité parentale, la multiplication des zones franches, etc. Dans le même temps, les revendications solidaires des lycéenNEs du printemps 2005 ou des « révoltéEs » de novembre 2005 sont oubliées...

A l'issue du mouvement, c'est la multiplication des condamnations en justice à l'encontre de jeunes qui se retrouvent maintenant isolés face à l'appareil répressif. C'est aussi, pour tous les autres, le « retour à la normale » sur les campus où les représentantEs de l'institution, un temps ébranlée, reprennent la main de plus belle. (Pas) drôle d'ambiance après des semaines d'activisme militant.

Alors si le mouvement anti-CPE a été vécu, au moins par une fraction notable de ses acteurTRICEs les plus engagéEs, comme une victoire très partielle voire comme une défaite sociale, doit-on en conclure que tout cela n'a conduit à rien ? Ce serait oublier le reste, tout ce qui fait que ce mouvement a obtenu malgré tout une véritable victoire politique contre le gouvernement et, au-delà, contre les projets libéraux du patronat.

En s'attaquant aux étudiantEs avec le CPE, le gouvernement jouait gros. S'il gagnait, son ambition avouée était d'imposer un contrat unique en remplacement du CDI jugé trop « rigide » par le patronat, et calqué sur les CNE et CPE. En bref, la précarité pour touTEs, à tous les âges, dans les entreprises de toutes les tailles. Mais il a perdu, et du coup la machine s'est au moins provisoirement bloquée. De Villepin n'est plus en position de lancer son contrat unique, la défaite politique qui lui a été infligée l'a privé de moyens. Cette défaite politique pèse même peut-être au delà, à l'image du mouvement estudiantin grec.....

Cela dit, la véritable victoire nous paraît être ailleurs. Elle est dans l'expérience accumulée en quelques semaines par des dizaines voire des centaines de milliers d'étudiantEs. Expérience variée, plus ou moins intense, avec différents niveaux d'engagement et de réflexion, comme on l'a suffisamment souligné. Expérience de la confrontation aux institutions, des flics, de la justice et de la répression. Expérience de la lutte, des manifs, des « actions » parfois radicales, de l'écart entre légalité et légitimité. Expérience pour la plupart de la force d'une mobilisation collective, de la capacité à l'auto-organisation (même limitée) d'un mouvement, expérience d'une autre forme (même embryonnaire) de démocratie.

Cette expérience, à condition de l'entretenir, les Villepin, Sarkozy et Ségolène ne pourront pas nous la voler !

ANNEXES

La répression de l'action à la gare (18 mars)

[communiqué de presse écrit par trois manifestantEs dans les jours qui ont suivi]

« Une action pacifique... »

Les événements de samedi 18 mars ont encore démontré le scandale des violences et des provocations policières face au mouvement de protestation contre la mise en place du CPE, et plus globalement contre la loi dite d'égalité des chances. A l'issue de la manifestation, nous sommes nombreux à être informés d'une poursuite de la manifestation à la gare, décidée par les étudiants et consistant en l'occupation pacifique des rails.

Une réponse : la répression

La violence avec laquelle les manifestants sont évacués des voies est révélatrice du mépris et de l'absence de dialogue du gouvernement à l'égard des mouvements de protestation. La générosité des gazages (à bout portant) et des coups (matraques, pieds, piétinement) est d'autant plus irresponsable que les forces de l'ordre sont intervenues dans un environnement dangereux en cas de bousculade (quais séparés par des voies, barrières, etc...). Le comportement des forces dites de l'ordre est d'autant plus incompréhensible et injustifié que les manifestants ne font preuve d'aucune violence ou provocation. Ils se contentent d'occuper les lieux et de scander des slogans. Malgré la tension générée par le comportement des forces dites de l'ordre, cette lamentable démonstration de force aurait pu en rester là. A la suite d'un long face à face pacifique, les manifestants restants décident de quitter les lieux et se regroupent sur les voies du tram, rue de la République, pour marquer leur détermination et refuser l'ordre de la matraque. A cet instant, les manifestants sont dans une ambiance calme et sereine (chants, danses au son de quelques instruments de percussion).

Dérapage ?

Alors que la tendance générale est à la dispersion, les gendarmes mobiles décident d'évacuer les lieux par la force. L'outrecuidance juvénile à résister passivement à la poussée des gendarmes entraîne matraquage à volonté des jeunes présents, immédiatement suivi de lancers de grenades lacrymogènes. L'inconséquence de cette décision policière absurde et sans commune mesure avec

le comportement des manifestants est la cause naturelle des scènes hallucinantes qui suivent. Déluge de grenades lacrymogènes sans distinction entre manifestants, passants, automobilistes, journalistes, bâtiments commerciaux et d'information, poursuite des manifestants par des formations de gendarmes mobiles, échauffourées sporadiques. Bilan de ces affrontements entre les forces dites de l'ordre et ceux que l'ont montrera désormais comme des "casseurs, voyous, émeutiers, etc..." : une vitre cassée par une grenade policière. Précisons qu'au cours de cette répression ubuesque, les manifestants se sont abrités dans divers commerces (FNAC, Printemps), ont été en contact avec de nombreux passants et automobilistes, en plein milieu du quartier commerçant St Seb. Malgré le sentiment d'injustice dû à la violence policière, malgré la jeunesse des manifestants, ces derniers ont alors montré un sang-froid remarquable (conseils aux passants et aux automobilistes bombardés, aucune dégradation).

Notre position :

Nous ne croyons nullement à un dérapage policier et considérons que le but de cette opération était de pousser les manifestants à des réactions aisément médiatisables. Nous, syndicat et citoyens, dénonçons cette manœuvre scandaleuse visant à discréditer le mouvement de contestation actuel et plus largement la violence policière comme seule réponse à toute opposition sociale. Nous exigeons donc une réponse officielle du préfet visant à expliquer le comportement inacceptable des forces dites de l'ordre, à la gare comme dans la suite. Nous n'admettons aucune poursuite judiciaire à l'issue de ces événements. Considérant ce climat policier comme l'expression de la politique du gouvernement actuel, nous réclamons la démission immédiate de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, et à ce titre responsable du sentiment d'impunité manifesté par les forces de l'ordre. Nous rappelons notre soutien à la plateforme de revendications du mouvement anti-CPE et soutenons ce mouvement dans les modalités qu'il s'est démocratiquement choisi.

Ils sont sourds, crions plus fort !!! »

Lettre de la Ligue des Droits de l'Homme au Préfet de Meurthe-et-Moselle (courant avril)

« Objet: violences policières.

Monsieur,

Nous désirons par la présente lettre vous exposer un certain nombre d'interrogations et de protestations quant au comportement des forces de police pendant les manifestations contre le CPE.

Ainsi, en fin d'après-midi, le mardi 4 avril, après la manifestation unitaire des étudiants, lycéens et salariés, les "forces de l'ordre" ont délibérément choisi de faire une sorte de démonstration de force en déployant des effectifs sans aucune mesure avec le nombre des jeunes manifestants qui effectuaient un sit-in au carrefour à l'angle de la place de la République. A cette occasion, des fonctionnaires de police se sont livrés à des violences illégitimes et totalement disproportionnées par rapport à l'attitude délibérément pacifique adoptée par les manifestants, alors que quelques minutes de patience auraient pu être suffisantes. Ces comportements, dont la presse a donné des images sans ambiguïté, sont inadmissibles. Nous dénonçons de telles pratiques et souhaitons des sanctions à l'encontre des fonctionnaires qui les ont perpétrées.

D'une façon plus générale on peut se demander quelle utilité ont ces charges policières multiples et plus que provocatrices envers des manifestants majoritairement lycéens, et qui n'ont pour résultats que de provoquer de nouveaux heurts et de nouvelles arrestations. Il y a d'ailleurs un risque « d'un rejet massif de la police par la jeunesse » comme le souligne le Syndicat général de la police qui dénonce « la dérive qui consiste à transformer la police nationale en milice partisane ».

Par conséquent, nous vous demandons, ainsi qu'à l'ensemble des représentants de l'Etat, d'adopter une attitude responsable et républicaine devant la mobilisation actuelle de la jeunesse.

Nous appelons les associations et organisations engagées dans ce mouvement à se montrer vigilantes et solidaires devant les dérives violentes des forces de police.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Préfet, l'expression de nos sentiments républicains. »

Trois tracts

APPEL A LA GREVE GENERALE

La jeunesse dit non à la loi sur « l'égalité des chances »/CNE/CPE

Diplômé-e-s ou pas, pour les jeunes, l'entrée dans la vie professionnelle est souvent synonyme de stages, CDDs ou encore missions d'intérim donc de galère. Les étudiant-e-s et les lycéen-ne-s refusent l'application de ce éNième contrat précaire, le CPE, qui permet aux employeur-se-s de licencier sans avoir à donner de motif et ceci pendant 2 ans. Comme ils-elles refusent l'application du CNE, contrat similaire s'appliquant dans les entreprises de moins de 20 salarié-e-s.

Ils-elles ne veulent pas de la loi dite « d'égalité des chances » qui permet d'envoyer des élèves que l'école exclut en apprentissage chez un-e patron-ne à 14 ans et de les faire travailler la nuit et les week-end dès 15 ans. Les jeunes dénoncent la suppression de nombreux concours qui permettent l'accès à des postes dans la fonction publique donc à de vrais emplois stables, contrairement aux CNE/CPE.

Ces mesures font partie d'une politique globale de précarisation de toute la population, et ont pour but de creuser davantage l'écart entre riches et pauvres et de donner de plus en plus de pouvoir au patronat.

Combat de 2006, même combat que 2003

Malgré les revendications massives de 2003 portant sur les retraites, la sécurité sociale ... menées par les salarié-e-s, précaires, chômeur-se-s, le gouvernement a tenté de casser les mouvements sociaux en ignorant les protestations de la population. Aujourd'hui, un espoir est lancé par la jeunesse, étudiant-e-s et lycéen-ne-s qui s'organisent depuis 2 mois en votant grève et blocage lors d'assemblées générales massives dans la plupart des établissements scolaires.

Salarié-e-s et étudiant-e-s, tou-te-s précaires, tou-te-s uni-e-s

Une fois de plus, le gouvernement reste sourd et rejette la contestation de la rue, c'est pour cela que le mouvement appelle les salarié-e-s à le rejoindre afin de construire la grève générale pour durcir et généraliser la lutte. Ces sont les salarié-e-s du public et du privé qui peuvent mettre la pression sur l'économie par un vaste mouvement de grève qui permettra la victoire.

Nous avons trop perdu, il est temps de gagner : pour l'amélioration des salaires, pour des retraites et un accès aux soins décents pour tou-te-s, pour l'indemnisation de tou-te-s les sans-travail, pour les droits des étranger-e-s,...

SALARIE-E-S, ETUDIANT-E-S, LYCEEN-NE-S, CHOMEUR-SE-S :
IMPOSONS NOS REVENDICATIONS AU GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT !

Grève reconductible mardi 4 avril

Manifestation le 4 avril à 14 heures place Stanislas
Assemblée Générale interprofessionnelle ouverte à tou-te-s,
le 4 à 18 heures, fac de lettres

Coordination de grève de l'Université Nancy 2

Contre la précarité – Retrait du CPE-CNE

Les manifestations des 16 et 18 mars ont été des succès. Plus d'un million de personnes ont manifesté dans les rues pour lutter contre la précarisation accrue de la société et obtenir le retrait du CPE et du CNE.

Ce succès est avant tout celui des jeunes, notamment étudiants, qui mènent une lutte exemplaire dans ses formes d'organisation

Des assemblées générales massives ont lieu dans les universités, dans lesquelles les étudiants décident démocratiquement des actions et des suites du mouvement : blocages intelligents et responsables des sites universitaires et coordination du mouvement à l'échelle nationale.

Nous, enseignants, chercheurs et personnels de l'Université Nancy 2

– Nous soutenons le mouvement de grève des étudiants qui demande le retrait définitif du CPE-CNE et, au-delà, de la loi sur l'égalité des chances. Et nous le soutenons dans les modalités définies par les étudiants eux-mêmes, y compris le blocage.

– Nous n'acceptons pas que les formations que nous dispensons soient mises en cause et dénigrées par une mesure inique qui ne reconnaît pas les compétences des jeunes.

– Nous n'acceptons pas la réduction drastique des postes ouverts aux concours CAPES-Agrégation : baisse de plus d'un tiers des postes. Quel est l'avenir des jeunes que nous formons à l'université ?

La précarité, c'est déjà le quotidien de l'université

Les dernières années ont vu se multiplier les postes précaires (CES, contractuels...) dans les administrations et services publics, comme dans le privé (CDD, intérim...). Aujourd'hui, à l'université, les précaires représentent plus de 30% de l'ensemble des personnels : enseignants, chercheurs, ingénieurs, techniciens, ouvriers de service et administratifs ! Et partout, dans l'éducation, le ministère refuse de remplacer les départs en retraite des enseignants car il préfère embaucher des contractuels ou des vacataires qui coûtent beaucoup moins chers.

Avec le CPE, ce que veut le gouvernement, c'est étendre la précarité à toutes et à tous !

La lutte contre le CPE-CNE et la précarité doit s'amplifier

Le CPE n'est pas l'affaire du privé : toutes les contre-réformes imposées au privé se sont vues appliquées au public peu de temps après. Il n'est pas non plus que celle des jeunes : cet été projet de contrat unique pour tous sur le modèle du CPE.

Le projet du gouvernement, c'est que l'ensemble de la population soit soumise à une vision strictement financière de la société !

Les jeunes ont besoin de nous pour amplifier et généraliser la lutte

Ne les laissons pas se battre seuls, ne cédon pas à l'indifférence et à la résignation. C'est l'avenir de notre société qui se joue actuellement : Accepterons-nous que nos enfants soient taillables et corvéables à merci, sans contrepartie ?

Le CPE et le CNE, c'est la précarité et la fragilisation du contrat de travail pour tous les salariés

Le CPE et le CNE ne créent pas d'emplois

Participons largement aux manifestations des jeudi 23 et mardi 28 mars

Appel au boycott actif

Nous réitérons notre exigence de retrait du CPE, du CNE et de la loi dite d'égalité des chances, et nous demandons l'augmentation du nombre de postes aux concours de la Fonction publique. Le moment de la mobilisation est crucial face à un gouvernement qui reste sourd aux revendications de la jeunesse. La précarité est une réalité depuis des années au sein même de l'université : précarité de nombreux étudiants obligés de travailler pour financer leurs études, précarité des personnels IATOS, précarité d'un certain nombre d'enseignants-chercheurs. La lutte contre la précarité est plus que d'actualité.

Le mouvement étudiant à Nancy 2 est organisé par le biais de l'Assemblée Générale qui est exemplaire dans la tenue de ses débats, le respect de la parole de chacun, et le respect des décisions démocratiquement votées. C'est le lieu reconnu par les opposants au blocage qui interviennent à chaque séance, participent au vote et au décompte des voix. Le nombre d'étudiants qui participent aux AG (plus de 1000 à chaque fois) indique son caractère légitime et reconnu par l'ensemble des étudiants qui ont participé aux débats sur leur avenir.

Sur le fond

Au moment où le gouvernement a été mis en difficulté grâce aux blocages d'universités dans tout le pays et grâce à la mobilisation de millions de personnes dans les manifestations, au moment où l'intersyndicale a donné jusqu'au 17 avril (vacances parlementaires) pour abroger par la loi le CPE qui est actuellement promulgué, il est crucial de laisser ceux qui sont à l'initiative de la mobilisation la maîtrise des formes d'actions qui ont été jusqu'à présent efficaces et responsables.

Le scrutin du président de l'université n'est pas neutre. Il s'agit d'une tentative de reprise en main autoritaire d'un mouvement social qui ne lui appartient pas, sur le fond duquel il ne s'est pas prononcé.

Par un coup de force, le président de l'université M. Le Poutier, avec le soutien de tous ceux qui sont opposés au blocage, tente d'en organiser la levée. Contrairement aux affirmations rapides du président, il n'y a strictement aucune obligation à ce que des cours ou examens soient organisés au mois de juillet. Tous les personnels comme les étudiants sont parfaitement au courant des problèmes induits par le blocage concernant l'organisation du deuxième semestre, et tous sont évidemment prêts à discuter des modalités d'organisation exceptionnelles qui devront être mises en œuvre quand l'AG des étudiants aura décidé de lever le blocage.

Sur la forme

Les arguties pseudo-légalistes tombent d'elles-mêmes quand on les confronte à la réalité de l'organisation de ce scrutin :

- un scrutin organisé par le président entouré d'une commission ad hoc où la Coordination étudiante n'était même pas représentée, tandis que le Collectif anti-blocage y était.
- une convocation électronique au lieu d'une convocation par courrier postal, alors que tous les étudiants n'ont pas accès à Internet chez eux.
- une partie des étudiants ayant partie ou totalité de leurs cours sur le campus lettres ne sont pas conviés à voter (étudiants en droit, maths-info...)

Le Président qui n'a pas été en capacité d'organiser correctement les élections des conseils de l'université les 21 et 22 mars voudrait vous faire croire qu'il peut organiser un scrutin du même type dans les conditions actuelles.

C'est pourquoi nous vous invitons tous à un boycott actif, c'est-à-dire à participer à l'Assemblée Générale des étudiants, seule légitime à décider de la suite du mouvement.

Des personnels de l'Université Nancy 2 solidaires de l'AG des étudiants.

Chronologie du mouvement anti-CPE/CNE/loi dite d'égalité des chances à Nancy

Chapitre 1

16 janvier : annonce de la création du Contrat Première Embauche

31 janvier : examen en urgence de la loi dite d'égalité des chances

Jeudi 2 février : l'AG étudiante à la fac de lettres compte 60 personnes, avec des interventions de l'UNI en tant que telle pour le CPE.

La manifestation de la fonction publique pour la défense des salaires et des statuts avec références au CPE rassemble 1 500 personnes à Nancy, 110 000 en France.

Mardi 7 février : l'AG étudiante à la fac de lettres réunit 60 personnes, dont encore l'UNI. La manifestation anti-CPE rassemble 3 000 personnes à Nancy bien que les étudiantEs et lycéenNEs aient appelé à manifester à 14h30 et les salariéEs à 16h, (300 000 en France). A la fin de la manifestation, la place Stanislas est interdite...

18 février-5 mars : vacances scolaires à Nancy...

Chapitre 2

1^{er} mars : adoption du texte par le Sénat

Mardi 7 mars : l'AG étudiante à la fac de lettres (400 personnes) vote la grève et le blocage de la fac, décide d'occuper l'amphi 42 pour la nuit et d'une AG le lendemain matin.

La manifestation des salariéEs et étudiantEs est à tonalité anti-CPE avec références au CNE et à la précarité dans les tracts et les slogans (8 000 personnes à Nancy, 1 million en France)

L'AG de salariéEs à la fac de lettres appelée par le collectif du 29 mai et Solidaires réunit 45 personnes, dont 1 ou 2 étudiantEs)

Mercredi 8 mars : l'AG étudiante à la fac de lettres (1 200 personnes, amphi G09 plein à craquer) vote la grève, reconduit le blocage et décide de faire un comité de grève.

Jeudi 9 mars : l'AG étudiante à la fac de lettres (autant de monde) reconduit le blocage et la grève (30 contre et 15 abstentions). L'AG décide d'envoyer une délégation pour la coordination nationale du week-end.

L'AG des personnels de Nancy 2 (40 personnes) soutient le mouvement et appelle à la grève pour le lundi 13 mars

La manifestation lycéenNEs et étudiantEs rassemble 1 500 personnes

Chapitre 3

Dimanche 12 mars : Villepin s'exprime à la télévision et annonce que le CPE s'appliquera et sera complété par de nouvelles garanties négociées avec les partenaires sociaux.

Lundi 13 mars : AG étudiante en fac de lettres (encore plus de monde).

L'AG des personnels de Nancy 2 (80 personnes) appuie les revendications de la plate-forme des étudiantEs et appelle à la grève pour le 16 mars.

L'école d'architecture se met en grève, ainsi que l'IRTS, l'IECA, l'IUT Charlemagne et la fac de Sciences.

Mardi 14 mars : l'AG en fac de droit est très houleuse, une AG a également lieu à l'IUT Charlemagne. A l'UHP, 400 étudiantEs sur 500 votent la grève, le débat est constructif, avec des interventions d'étudiantEs de lettres. L'idée est montrer que le CPE est nocif. L'amphi est occupé en tant que QG de lutte.

Mercredi 15 mars : l'AG en fac de lettres (1 200 personnes), reconduit la grève et l'occupation.

52 facs sont en grève dans toute la France, 39 sont occupées sur 88

Jeudi 16 mars : Pendant la manifestation des étudiantEs et lycéenNEs rassemblant 15 000 personnes, 5 arrestations ont eu lieu. (500 000 personnes en France)

Samedi 18 mars : Manifestation avec les salariéEs (20 000 à Nancy, 1,5 million en France)

A Nancy en fin de manifestation, un cortège de 200 personnes dont beaucoup d'étudiantEs part vers la gare pour bloquer les voies, la dispersion arrive au bout d'une demi-heure et est très brutale. 3 arrestations dont un blessé, beaucoup de grenades lacrymogènes, les manifestantEs sont repousséEs pendant deux heures vers le centre-ville.

Chapitre 4

Dimanche 19 mars : après les affrontements place de la Nation à Paris le 18 mars et le coma du syndicaliste Sud-PTT, les syndicats lancent un ultimatum à Villepin et brandissent la menace de la grève générale.

Lundi 20 mars : l'AG en fac de lettres est toujours comble (1 200 personnes). Le président Le Poutier intervient sans se prononcer sur le blocage.

A l'UHP, le problème du blocage est au cœur des débats, ce sont les premières interventions des anti-blocage, et les premières accusations d'anti-démocratie et de trucage des votes à main levée, etc...Le débat tourne autour du CPE/CNE, et le blocage est largement voté (312 pour, 116 contre, 35 abstentions).

Mardi 21 mars : Manifestation étudiantEs et lycéenNEs (1 500 personnes)

L'intersyndicale se réunit et décide d'un tract commun sur la base de l'appel national.

Mercredi 22 mars : l'AG de la fac de lettres (1 000 personnes, 163 contre le blocage, 37 abstentions) vote sur le principe d'une consultation à bulletin secret : 197 pour, 38 abstentions.

A l'UHP, (1 200 personnes), les anti-blocage ont préparé leur intervention, et le débat sur le blocage monopolise l'attention au détriment de tout le reste. Pour la première fois, les votes sont « organisés » avec 4 bureaux de vote. La grève est votée à 80%, mais il y a 591 pour le blocage, 602 contre, 32 abstentions. Malgré une certaine indignation due au fait que les étudiantEs d'autres campus de l'UHP (notamment ESSTIN et Médecine) soient venuEs voter « contre », les étudiantEs lèvent le blocage.

A l'AG des personnels UHP, on parle de nombreux sujets, dont les examens et les diplômes, et aussi du blocage. Pour certainEs, le vote 50%-50% ne sert à rien et ne permet pas de prendre une décision, alors autant bloquer vu le climat... On se prépare activement à la grève avec la création d'une caisse de grève, et il est beaucoup question des violences policières, on rappelle le rassemblement du lendemain à la préfecture. Les motions sont radicales : « l'AG agit pour s'opposer à la tenue des cours et des évaluations durant la grève ».

Le blocage est reconduit en AES.

Les lycées commencent à faire des AG (250 à Jeanne d'Arc)

La manifestation des STAPS qui ne concerne que le nombre de postes rassemble 300 personnes.

Tractages devant les cantines de la poste et de la SNCF.

Jeudi 23 mars : A la réunion des responsables de diplômes de l'UHP demandée par le président et le doyen, ces derniers sont mis en minorité et l'assemblée assez large (350 personnes) vote la suppression des cours. Les autorités ont d'abord voulu empêcher les IATOS de voter...

Le vol de 5 urnes aux élections du CROUS (à Vandoeuvre, Metz et en fac de médecine à Nancy) n'empêche pas les élections d'être validées. Manifestation lycéenNEs et étudiantEs (Nancy : 8 000 personnes, 500 000 personnes en France)

A la fin de la manifestation a lieu un rassemblement devant la préfecture contre les violences policières appelé par Solidaires suite au coma du postier Cyril Ferez le 18 mars à Paris. (200 personnes). Les gendarmes mobiles chargent et les BAC arrêtent 9 personnes après le départ du camion de Sud.

Vendredi 24 mars : Une centaine d'étudiantEs font un die-in au centre commercial St Sébastien avec diffusion de tracts et slogans anti-CPE et anti-consommation.

Lundi 27 mars : Au LORIA a lieu une AG de 35 personnes (il n'y en a eu qu'une). Elle fait une timide demande à la direction de déclarer la journée du 28/03 morte, pour aller à la manif.

A l'AG des personnels de l'UHP (60 personnes), les manœuvres du président et du doyen (mailing list, pressions sur les étudiantEs) occupent une bonne par-

tie du débat. Tout le monde attend de voir ce qui va se passer le lendemain à la manif.

Mardi 28 mars : Manifestation avec les salariéEs (35 000 personnes à Nancy, 3 millions en France).

Mercredi 29 mars : A l'AG de l'UHP (1 000 personnes), le succès de la manif va changer la teneur des débats, on commence à discuter d'autres moyens d'action, comme les blocages de routes, la grève de la consommation... On prépare la prochaine coordination nationale en rassemblant les avis des étudiantEs sur les questions posées par la coordination.

A l'AG des personnels de l'UHP (70 personnes), les débats sont lancés sur la grève générale et les moyens de mobiliser encore plus, puis sur les examens, les diplômes et comment rassurer les étudiantEs, une motion demandant que les examens ne portent pas sur les enseignements ayant lieu entre le 10 mars et la fin de la grève est donc votée.

Une centaine d'étudiantEs occupent l'ANPE et quelques agences d'interim en diffusant des tracts et en discutant avec les usagerEs.

AG interprofessionnelle à la fac de lettres avec une moitié d'étudiantEs (200 personnes).

Jeudi 30 mars : A l'AG des personnels de l'UHP (50 personnes), alors que la majorité semble être en faveur de l'avancée de la grève générale, il faut continuer à gérer les problèmes locaux et les actes anti-grévistes : le conseil d'UFR dénie l'AG mais continue à voter la suspension des cours, il y a des pressions sur les IATOSS, et des profEs vont quand même assurer leurs cours. Des membres de l'AG sont mandatéEs pour l'AG des étudiantEs (afin qu'ils-elles voient des têtes nouvelles).

AG étudiante à la fac de lettres (1 000 personnes)

Le blocage des routes avec barricades autour de la fac de Lettres se termine par un repli sur la fac à l'arrivée de 12 camions de CRS (300 personnes)

Chapitre 5

Vendredi 31 mars : Chirac promulgue la loi dite d'égalité des chances et le CPE, tout en le suspendant.

A Nancy, 150 personnes se rassemblent le soir place Stanislas.

Lundi 3 avril : A l'AG des étudiantEs de l'UHP (1 000 personnes), le mot d'ordre est grève générale, même si on continue à débattre entre pro- et anti-blocage. De nouveau, le blocage est levé (500 pour, 503 contre, 30 abstentions). A l'AG des personnels (40 personnes), on attend le résultat du vote des étudiantEs et la manif du lendemain.

Mardi 4 avril : Piquets de grève à France Télécom, à La Poste.

AG étudiante à la fac de lettres (2 amphis ouverts).

Manifestation avec les salariéEs (45 000 personnes à Nancy et 3,5 millions en France)

A la fin de la manifestation a lieu une AG décevante et improductive sur le camion de SUD (500 personnes)

Après l'AG, les CRS chargent et repoussent la centaine de manifestantEs restantEs jusqu'à la fac de lettres, en faisant 5 arrestations.

Mercredi 5 avril : l'AG étudiantEs-personnels à l'UHP (50 personnes) dénonce par une motion le conseil d'UFR qui prend des décisions visant à briser la grève. On décide d'actions visant à élargir le mouvement (blocage d'autoroute), d'aller vers les entreprises et d'intervenir lors de la prochaine AG étudiante pour dénoncer le conseil d'UFR, rassurer les étudiantEs et appeler à la grève encore plus massive.

Manifestation dans l'UHP sur le campus Sciences.

Après une heure de blocage du centre de tri postal (300 personnes), les gardes mobiles chargent jusqu'à la fac de lettres, et il y a plusieurs provocations des flics infiltrés au sein du cortège.

Le comité de grève décide d'une commission action en comité restreint pour éviter les débordements et les provocations.

Jeudi 6 avril : AG étudiante à la fac de lettres (1 200 personnes). Le président annonce qu'il va organiser un vote à bulletin secret pour le lundi 10 avril (385 pour, 392 contre). Vote du blocage : 276 contre, 21 abstentions.

L'AG des étudiantEs UHP (plus de 1 000 personnes) propose de nombreuses motions concernant le conseil d'UFR, pour dénoncer le président et le doyen et demander à ce que les examens ne portent pas sur tous les cours. Le blocage et de nouveau voté à 9 voix près (707 pour, 698 contre), et la grève est toujours majoritaire (924 pour, 451 contre, 74 abstentions)

Plusieurs occupations éclair sont organisées au Mac Do, à la permanence de Laurent Hénart et sur le boulevard Scarpone, sans heurts avec les flics

Vendredi 7 avril : L'AG des personnels de l'UHP (40 personnes) soutient les motions étudiantes, et les actions s'organisent (blocages, connexions étudiantEs-salariéEs). On commence à s'intéresser à des problèmes plus larges comme la précarité au sein de l'UHP, les problèmes du Pôle Européen, etc...

A l'occasion de la journée nationale contre les violences policières, une mise en scène sur les flics est jouée à plusieurs endroits de la ville (300 personnes)

Chapitre 6

Lundi 10 avril : Villepin retire le CPE.

A Nancy, le référendum pour la réouverture de la fac de lettres organisé par la présidence est bloqué. A l'AG étudiante, la radio diffuse le discours de Villepin, après quelque flottement (l'UNEF veut d'abord débloquent puis change d'avis), le blocage et la grève sont reconduits jusqu'au lendemain.

Mardi 11 avril : A l'AG des étudiantEs de l'UHP (600 personnes), le doyen le président et quelques responsables d'UFR interviennent pour reprendre les cours maintenant que tout est terminé... On parle encore de grève générale, de continuer la lutte contre le CNE, mais on ne vote même pas le blocage, et de fait, la grève est levée (277 pour, 279 contre, 35 abstentions).

L'AG des personnels de l'UHP (30 personnes) veut « terminer correctement » et une motion est votée pour garder l'amphi 5. Victoire politique, mais défaite sociale.

L'AG en lettres avec les 2 amphes pleins vote le déblocage de la fac.

Manifestation à Nancy (1 500 personnes)

Chapitre 7

Mercredi 12 avril : Le CPE est remplacé par un dispositif d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté

Jeudi 13 avril : L'AG des étudiantEs UHP (150 personnes) est plutôt informelle avec les dernierEs motivéEs. On essaie de lutter encore avec Nancy 2, mais on s'intéresse surtout au devenir de l'amphi 5. Une grève « informelle » est votée pour pouvoir envoyer des représentantEs à la coordination nationale.

L'AG en lettres (900 personnes) vote sur le principe de voter le blocage sans en avoir débattu préalablement (non : 455, oui : 367)

Week-end des 15 et 16 avril : la coordination nationale se réunit à la fac de lettres de Nancy2. (200 déléguéEs représentant 31 sites bloqués)

Glossaire

AES : Administration Economique et Sociale, cursus offert par l'Université Nancy 2, localisé sur le campus droit.

AG : Assemblée Générale.

ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi, faut-il la présenter ?

BAC : Brigade Anti Criminalité, intervient copieusement contre les manifestantEs.

CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail, une des principales confédérations syndicales.

CGT : Confédération Générale du Travail, une des principales confédérations syndicales.

CNE : Contrat Nouvelle Embauche, adopté à l'automne 2005.

CNT : Confédération Nationale du Travail, centrale syndicaliste-révolutionnaire et anarcho-syndicaliste.

CPE : Contrat Première Embauche, point d'ancrage de la mobilisation du printemps 2006 ; prévu dans le cadre de la LDEC, ce contrat à durée indéterminée comportait une période de deux ans à l'essai des salariés de moins de 26 ans, licenciables sans motif pendant cette période.

CPU : Conférence des Présidents d'Université, instance réunissant tous les présidents d'université du pays.

CROUS : Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, établissements qui gèrent notamment les restaurants et cités universitaires.

IATOS : Ingénieurs, Administratifs, Techniciens et Ouvriers de Service, personnels non enseignants des universités.

INPL : Institut National Polytechnique de Lorraine, regroupe les écoles d'ingénieurs de l'agglomération de Nancy.

IRTS : Institut Régional du Travail Social de Lorraine, forme les travailleurs sociauxALES.

IUT : Instituts Universitaire de Technologie, établissements composant les universités (avec les facultés et les grandes écoles).

LCR : Ligue Communiste Révolutionnaire, organisation d'extrême gauche.

LDEC : Loi dite d'Égalité des chances. Loi présentée par le gouvernement comme sa réponse aux révoltes des banlieues de novembre 2005. Le projet

de loi a été discuté à partir de début février, et la loi a été promulguée le 31 mars.

LO : Lutte Ouvrière, organisation d'extrême gauche.

LORIA : Laboratoire Lorrain de Recherche en Informatique et ses Applications, situé sur le campus Sciences.

MEDEF : Mouvement des Entreprises de France, organisation du patronat français, actuellement présidée par Laurence Parisot.

Nancy 2 : université qui regroupe la fac de lettres, la fac de droit, AES...

PRS : Pour la République Sociale, courant de gauche du Parti Socialiste dirigé par Mélenchon, ex-ministre du gouvernement Jospin.

PS : Parti Socialiste, prétendument de gauche mais on ne sait plus bien ce que cela veut dire.

RG : Renseignements Généraux, service de police s'adonnant notamment au fichage et à l'information sur toutes les formes de militantisme et de contestation.

STAPS : Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives, cursus formant notamment les profEs d'éducation physique ; secteur très mobilisé sur la question du manque de postes aux concours de l'éducation.

SolidaireS : anciennement G10, centrale rassemblant les syndicats SUD et quelques autres.

UEC : Union des Etudiants Communistes : organisation étudiante du Parti Communiste Français.

UFR : Unités de Formation et de Recherche, structures de base composant les universités, généralement disciplinaires et parfois divisées en départements.

UHP : Université Henri Poincaré, regroupe la fac de sciences, les facs de médecine et de pharmacie.

UNEF : Union Nationale des Etudiants de France : syndicat étudiant, de direction socialiste.

UNI : Union Nationale Inter-universitaire, syndicat universitaire de droite.

Liens web et pistes de lecture

Wikipedia – Chronologie des événements autour du CPE

http://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie_des_évènements_autour_du_CPE

NouvelObs – Spécial CPE :

<http://permanent.nouvelobs.com/special/20060126.UNE0039.html>

Le Monde – La bataille du CPE

<http://www.lemonde.fr/web/sequence/0,2-734511,1-0,0.html>

Sur la répression du mouvement :

<http://repression2006.blogspot.com>

Vidéos en ligne :

<http://www.dailymotion.com/tag/cpe>

<http://infoblog.samizdat.net/rubriques/medias/vcast/>

http://www.telesorbonne.com/index.php?option=com_zoom&Itemid=62&catid=12

Blog Stop CPE :

<http://stopcpe.net/cpe/>

Coordination grève Nancy 2 :

<http://coordgrevenancy.canalblog.com/>

Alternative Libertaire – dossier CPE :

<http://alternativelibertaire.org/index.php?dir=Dossiers/CPE&page=&n=1>

Avanti 33 (14 avril 2006) – « Bilan et perspectives après... » :

<http://avanti.lautre.net/bulletin/html/33bilan.html>

Carré Rouge n° 36 (Juin 2006) : dossier CPE

Convergences révolutionnaires n° 45 (mai-juin 2006) – dossier CPE :

<http://www.convergencesrevolutionnaires.org/rubrique137.html>

L'Étincelle n°0 (journal jeunes LCR 54, mai 2006) – dossier CPE

Inprecor n° 518 (juin 2006) – « Une crise sociale et politique majeure » :

<http://www.inprecor.org/518/France.HTM>

No Pasaran – mouvement anti-CPE :

http://nopasaran.samizdat.net/rubrique.php3?id_rubrique=110

Rouge – dossier CPE / CNE :

http://www.lcr-rouge.org/rubriqueAction3.php3?id_rubrique=79

Brochure téléchargeable

<http://nancy-luttes.net/anti-CPE/printemps2006.pdf>



Copyleft

Prix de revient impression : **1,37 €**

Impression CopyOne, Nancy